PROFIL
[se projeter] OFIP

Observatoire des formations et de l'insertion professionnelle

L'université de la Réunion à la loupe

n°3 – Revue annuelle de l'OFIP

UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION
S'ouvrir aux mondes

Sommaire

4

INDICATEURS ET STATISTIQUES

4. Evolution des inscrits et lauréats à l'Université de La Réunion après le passage au LMD
24. L'offre de formation 2010- 2013 : Présentation et chiffres clés

28

VIE UNIVERSITAIRE

28. Evaluation et habilitations des formations à l'Université de La Réunion

38

L'ACTUALITÉ DES COMPOSANTES

38. Ecole Supérieure d'Ingénieur Réunion Océan Indien : L'excellence à l'Université de La Réunion
40. L'Observatoire de l'Illettrisme
52. Le Bureau de la vie étudiante

Édito

L'Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle (OFIP) de l'université a vocation à fournir à la communauté universitaire et aux partenaires, des informations relatives aux études et à l'insertion professionnelle.
Pour atteindre cet objectif, nous avons choisi de communiquer par le biais de la présente revue qui propose, dans un document unique, un ensemble d'informations complet et synthétique.
Une première partie « *Indicateur et statistique* » intègre les travaux directs de l'OFIP sur la production d'indicateurs statistiques concernant les formations et l'insertion professionnelle ; cette année en particulier, va être publié le bilan du précédent contrat quadriennal concernant les taux de réussite dans les différentes formations, ainsi que l'évolution des inscrits.
Une seconde partie « *Vie universitaire* » met en avant des étapes importantes dans la vie de l'université, que ce soit en termes de structuration, d'organisation ou d'évaluation liées aux missions principales de l'établissement. Vous pourrez découvrir dans ce numéro des éléments d'informations sur l'évaluation de l'AERES, depuis le processus d'évaluation jusqu'au résultat proprement dit en termes d'habilitation des formations.
Une troisième partie « *L'actualité des composantes* » se propose de mettre en évidence des actions ou des projets de l'établissement dans les champs de la formation, de l'orientation, de l'insertion professionnelle et de la vie universitaire au sens large.

J'espère que vous prendrez plaisir à lire ce 3ème numéro.

EVOLUTION DES INSCRITS ET DES LAURÉATS **À L'UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION APRÈS PASSAGE AU LMD** (ANNÉES 2005 À 2008)

1] Cet article se propose de faire un bilan sur l'évolution du nombre d'inscrits et des pourcentages de réussite pour l'ensemble des formations à l'Université de La Réunion sur le contrat quadriennal 2005-2009

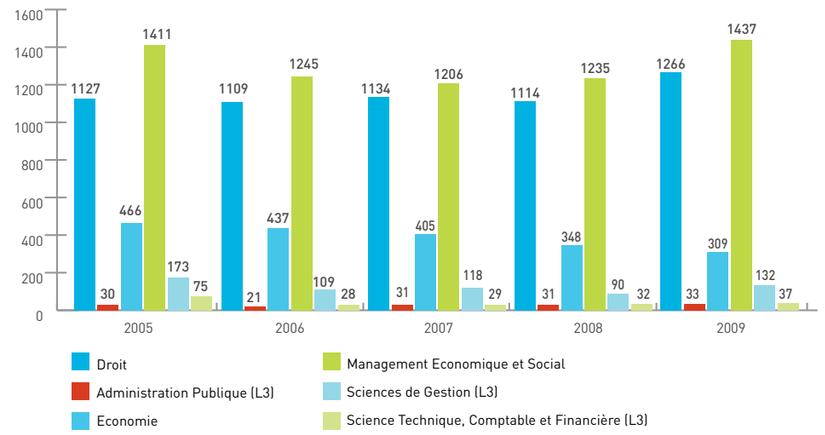
2] EVOLUTION DU NOMBRE D'INSCRITS À L'UNIVERSITÉ

Les chiffres sont présentés sous la forme d'histogrammes, qui font apparaître les chiffres par niveaux (L pour Licence, M pour Master), par Domaines et par spécialités. Il en existe 3 à l'Université de La Réunion :

- Droit, Economie, Gestion
- Lettres et Sciences Humaines
- Sciences, Technologies et Santé

2.1] Evolution du nombre d'inscrit dans le Domaine Droit, Economie et Gestion pour les années 2005 à 2010

Evolution du nombre d'inscrit dans le Domaine Droit, Economie et Gestion - Niveau L



Sur les 5 années,

- Nette prédominance des effectifs en Licence MES
- Augmentation des effectifs en Droit
- Légère diminution des effectifs en économie

Evolution du nombre d'inscrit dans le Domaine Droit, Economie et Gestion - Niveau M

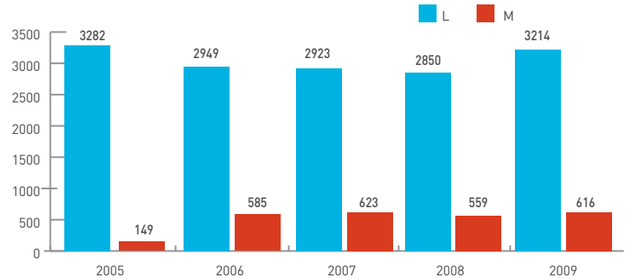
Sur les 5 années,

- Nette diminution des effectifs en économie. On constate toutefois une légère augmentation en 2009
- Augmentation des effectifs en Droit
- Evolution stable pour la spécialité Sciences du Management

Sur les 5 années,

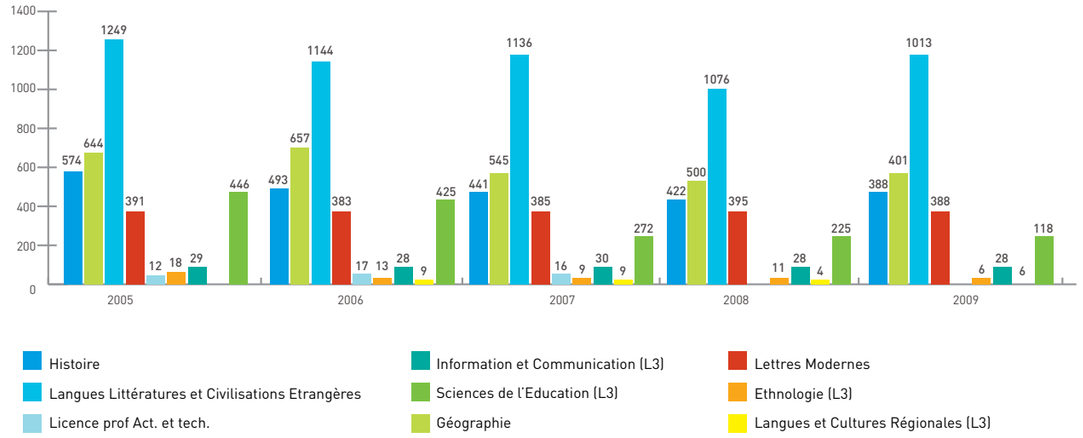
- Nette augmentation des effectifs en Licence en 2009
- Evolution stable pour les masters pour les années 2006 à 2009

Evolution du nombre d'inscrit dans le Domaine Droit, Economie et Gestion - Niveau L et M



2.2] Evolution du nombre d'inscrits dans le Domaine Lettres et Sciences Humaines pour les années 2005 à 2010

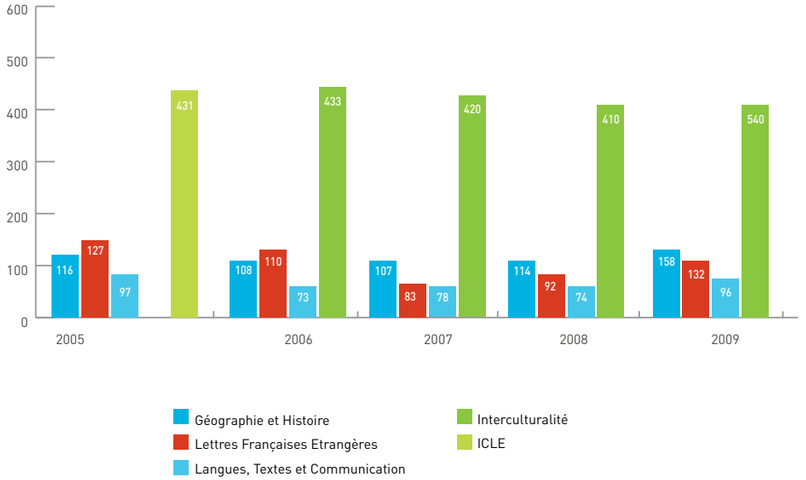
Evolution du nombre d'inscrit dans le Domaine Lettres et Sciences Humaines - Niveau L



Sur les 5 années,

- Diminution des effectifs dans toutes les spécialités sauf en Lettres Modernes, pour laquelle les effectifs sont stables
- Effectifs stable pour les filières qui commencent en L3 sauf pour la licence Science de l'Education

Evolution du nombre d'inscrit dans le Domaine Lettres et Sciences Humaines - Niveau M



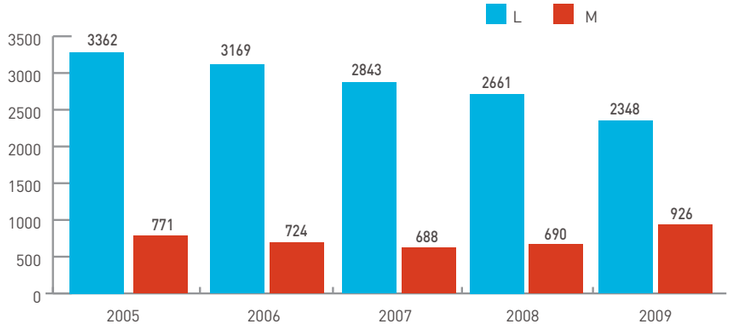
Sur les 5 années,

- Diminution des effectifs dans toutes les spécialités sauf en Lettres Modernes, pour laquelle les effectifs sont stables
- Effectifs stable pour les filières qui commencent en L3 sauf pour la licence Science de l'Education

Sur les 5 années,

- Evolution des effectifs en Masters stable sur les 5 années, avec une augmentation en 2009
- Les effectifs en licence ont diminué de 30% de 2005 à 2009

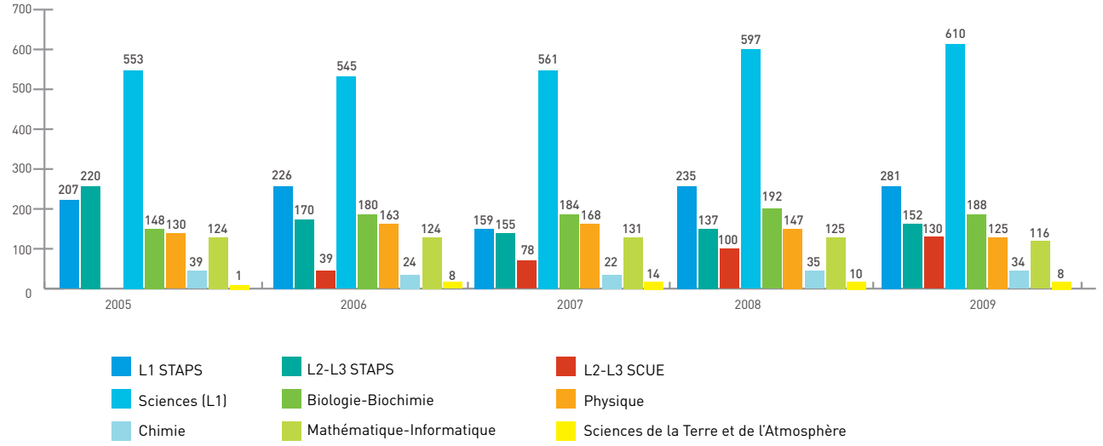
Evolution du nombre total d'inscrits du domaine Lettres et Sciences Humaines Niveau L et M



INDICATEURS ET STATISTIQUES

2.3] Evolution du nombre d'inscrits dans le Domaine Sciences, Technologies et Santé pour les années 2005 à 2010

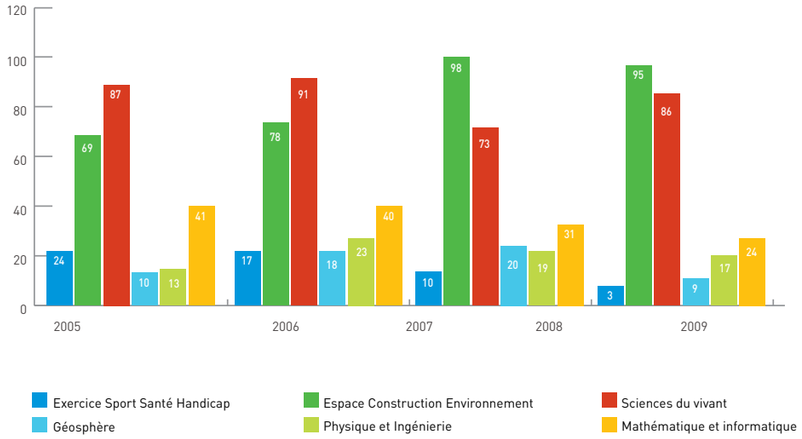
Evolution du nombre d'inscrit dans le Domaine Sciences Technologies Santé - Niveau L



Sur les 5 années,

- Augmentation des effectifs de 10% en L1 Sciences
- Depuis 2007, on constate également une augmentation des effectifs en L1 STAPS
- Evolution stable en biologie-biochimie
- Légère diminution depuis 2007 en physique

Evolution du nombre d'inscrit dans le Domaine Domaine Sciences Technologies Santé - Niveau M



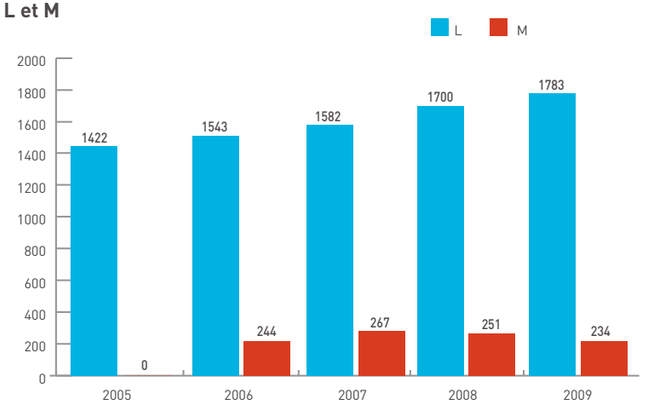
Sur les 5 années,

- Prédominance des effectifs en Espace construction environnement et en Sciences du vivant
- Evolution à la hausse pour les effectifs en Espace Construction Environnement de 2006 à 2008. Evolution stable en 2009 par rapport à 2008
- Après une nette diminution du nombre d'inscrits entre 2007 et 208, on constate une augmentation en Sciences du vivant entre 2008 et 2009
- Nette diminution des effectifs en Mathématiques Informatique

Sur les 5 années,

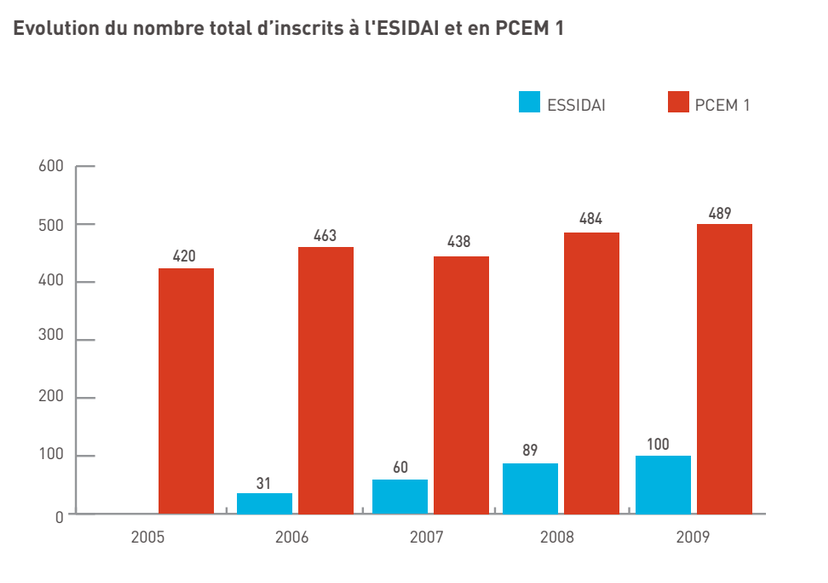
- Augmentation des effectifs de licence de 20% environ
- Evolution stable pour les masters

Evolution du nombre total d'inscrits du domaine Domaine Sciences Technologies Santé Niveau L et M



INDICATEURS ET STATISTIQUES

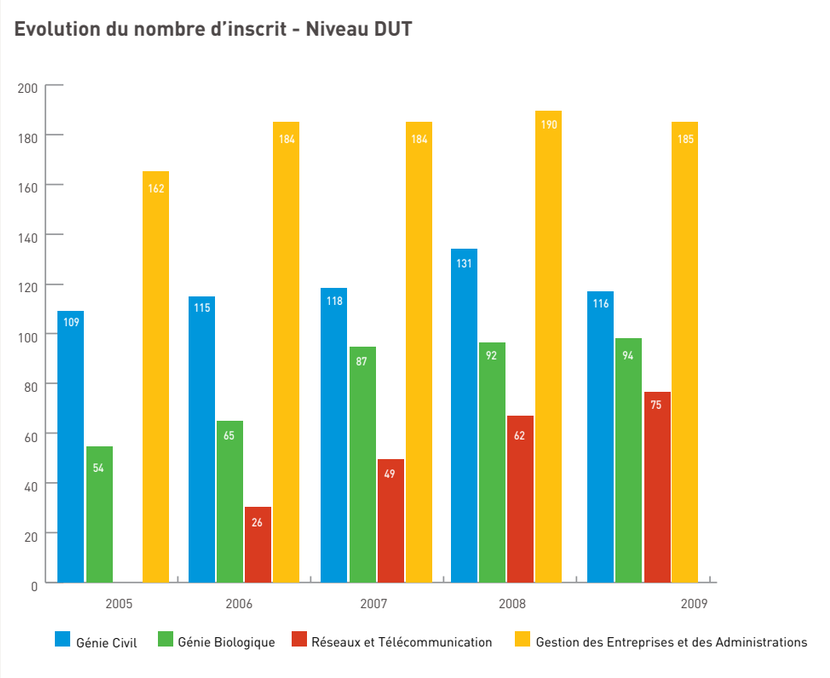
2.4] Evolution du nombre d'inscrits à l'ESIDAI et en PCEM1 pour les années 2005 à 2010



Sur les 5 années :

- *Globalement, augmentation du nombre d'inscrits dans les 2 filières*
- *Nette progression des effectifs de l'ESIDAI, compte tenu de l'ouverture progressive des années de formation (+69% d'inscrits)*

2.5] Evolution du nombre d'inscrits à l'IUT et en Licence professionnelle pour les années 2005 à 2010

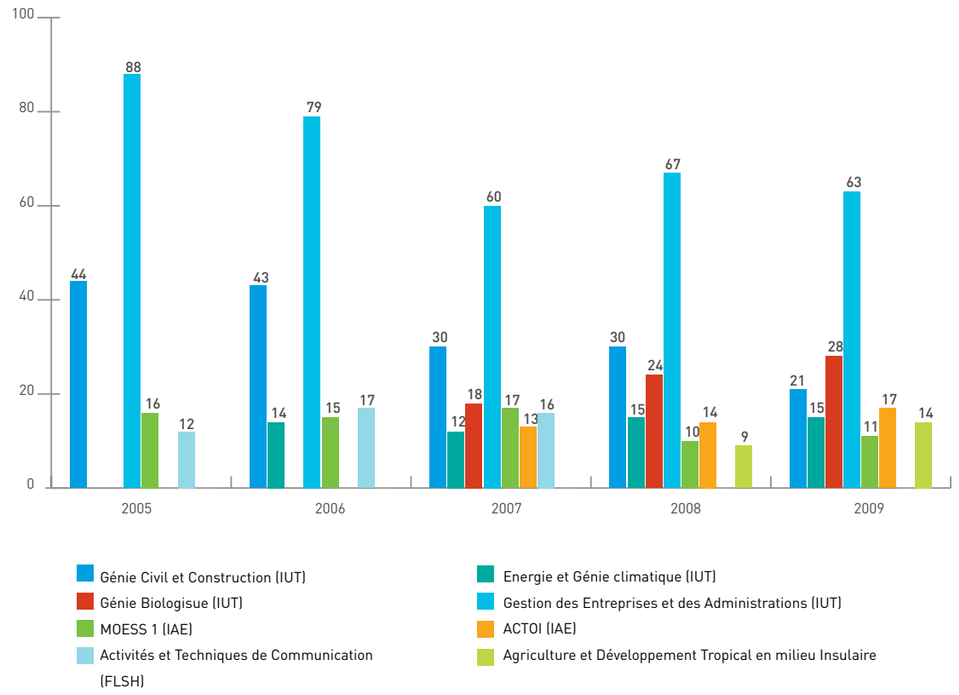


Sur les 5 années :

- *Schéma de répartition reproductible sur les années 2006 à 2009 pour les DUT Génie biologique et réseaux et télécommunication dont les effectifs sont en augmentation, et de 2006 à 2008 pour les DUT GEA et Génie Civil, qui voient leur effectifs augmenter durant cette période mais diminuer en 2009*
- *Evolution stable depuis 2006 dans le DUT gestion des entreprises et des administrations qui enregistre le plus grand nombre d'inscrits*

INDICATEURS ET STATISTIQUES

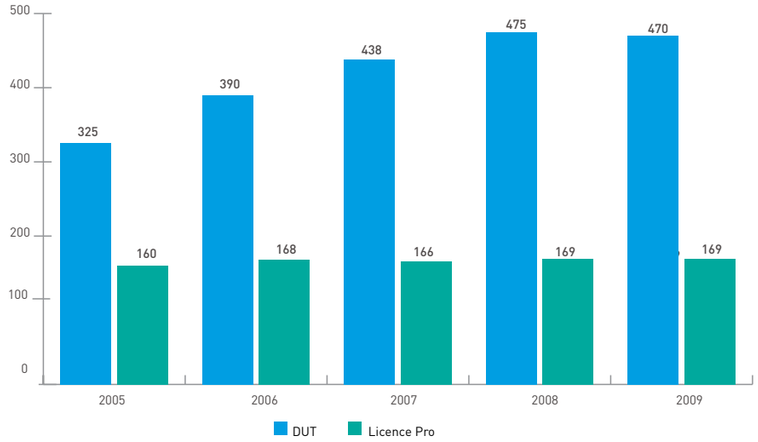
Evolution du nombre d'inscrits Niveau Licence Professionnelle



Sur les 5 années :

- De 2005 à 2007, diminution des effectifs en GEA, et Génie Civil, qui se stabilisent les années suivantes
- Pour la licence Génie Civil, à partir de 2008, les spécialités bâtiment et habitat disparaissent et la spécialité « conducteur de travaux » apparaît.
- De même en GEA, la spécialité « commerce électronique » disparait en 2009-2010
- On constate une augmentation des effectifs de 2007 à 2009 dans la licence Génie Biologique

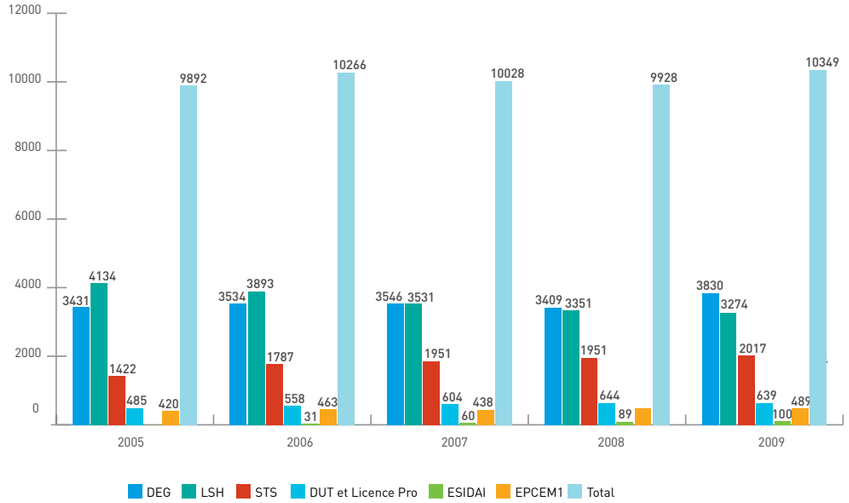
Evolution du nombre total d'inscrits en DUT et Licence Professionnelle



Sur les 5 années :

- Nette augmentation des effectifs en DUT de 2005 à 2008. Effectifs stables en 2009
- Effectifs stables en licence professionnelle

Evolution du nombre total d'inscrits par domaines de 2005 à 2009



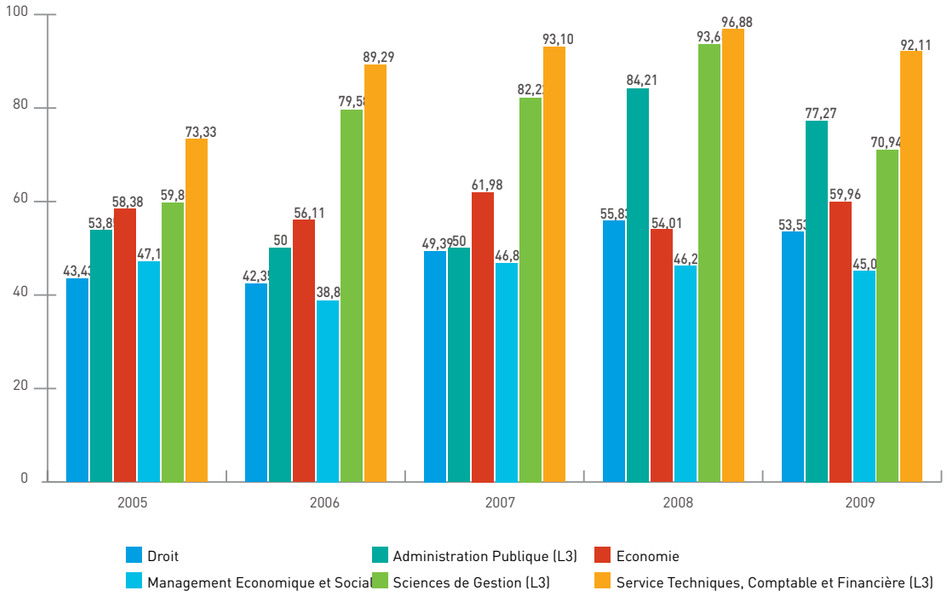
Sur les 5 années :

- Schéma de répartition globale identique pour l'ensemble des formations
- On constate toutefois une augmentation des effectifs dans le domaine STS et une diminution des effectifs dans le domaine LSH

3] EVOLUTION DU POURCENTAGE DE RÉUSSITE À L'UNIVERSITÉ

3.1] Evolution du pourcentage de réussite dans le Domaine Droit Economie Gestion, pour les années 2005 à 2010

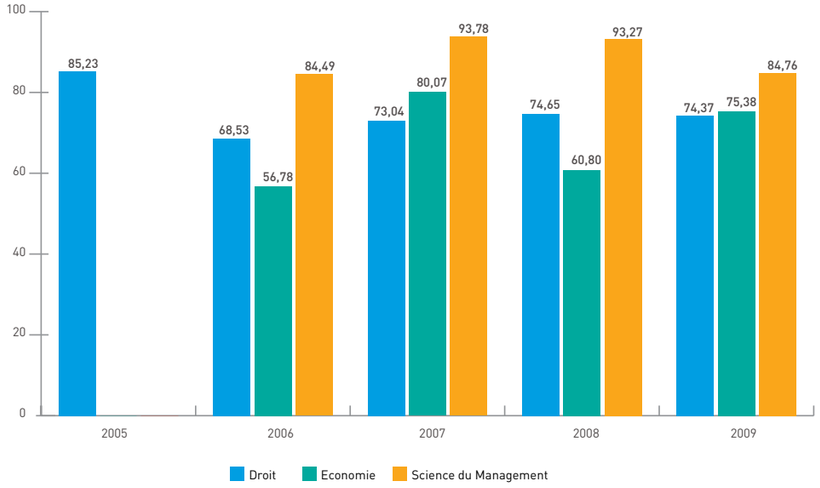
Evolution du pourcentage de réussite (%) dans le domaine Droit Economie et Gestion - Niveau L



Sur les 5 années :

- Malgrès une baisse en 2009, le taux de réussite en Sciences de Gestion est en net augmentation jusqu'en 2008
- Taux de réussite stables de 2007 à 2009 en Sciences, Techniques, Comptables et Financières
- Taux de réussite en MES < 50%
- De 2005 à 2009, taux de réussite stables en Economie,

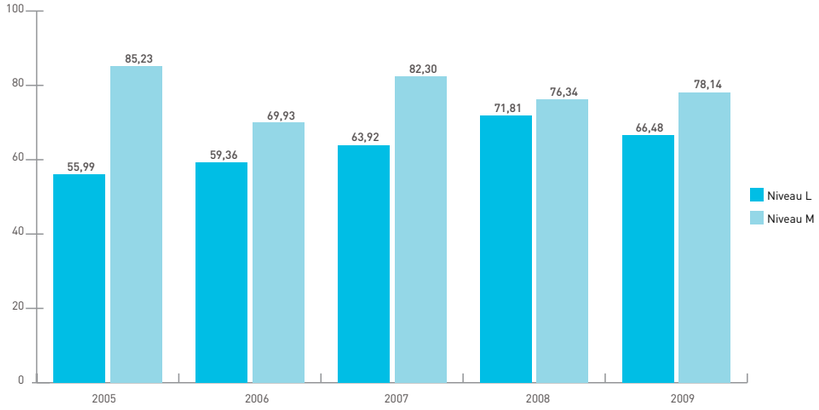
Evolution du pourcentage de réussite (%) dans le domaine Droit Economie et Gestion - Niveau M



Sur les 5 années :

- Pour l'ensemble des formations, les taux de réussite sont > 50%
- Prédominance du nombre de lauréats dans la mention Sciences du management

Evolution du pourcentage de réussite (%) dans le domaine Droit Economie et Gestion - Niveau L et M

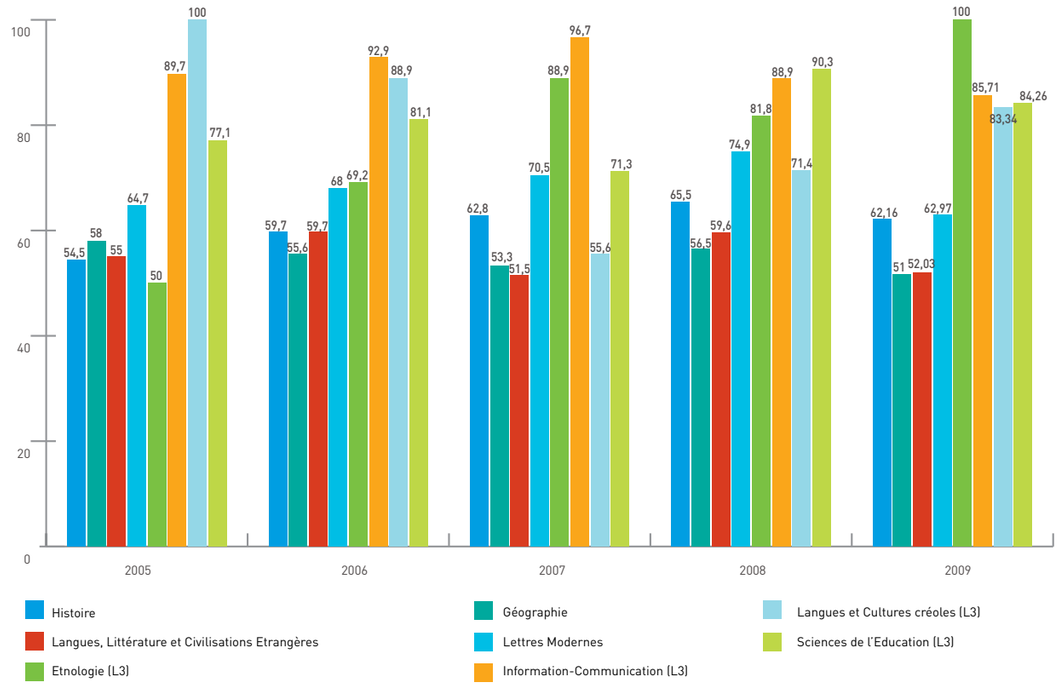


Sur les 5 années :

- Taux de réussite plus élevé en Masters
- Augmentation constante des taux de réussite en licence mais connait une lègére baisse en 2009

3.2] Evolution du nombre de lauréats dans le Domaine Lettres et Sciences Humaines, pour les années 2005 à 2010

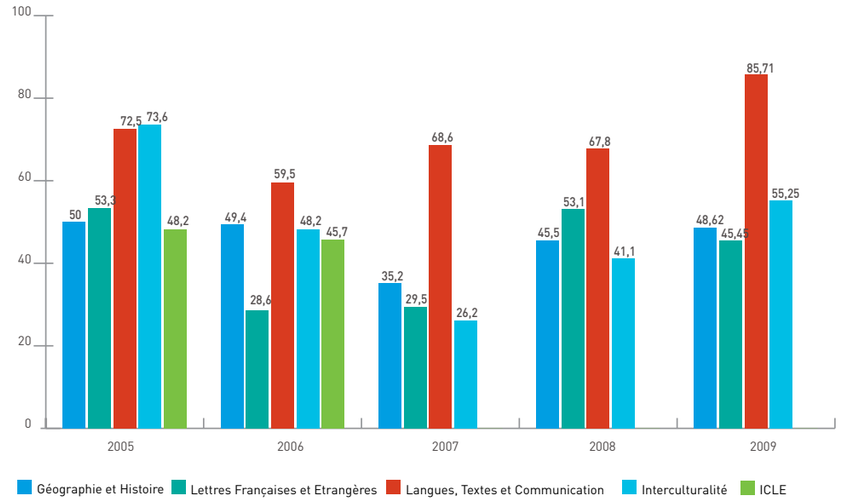
Evolution du pourcentage de réussite (%) dans le domaine Lettre et Sciences Humaines - Niveau L



Sur les 5 années :

- Pour les filières qui commencent en L3, prédominance du nombre de lauréats en Information-communication, et en Sciences de l'Education, suivie par la licence Ethnologie à partir de 2007.
- Taux de réussite stable pour la mention Information-communication, mais en augmentation en Sciences de l'Education
- Pour les filières qui commencent en L1, globalement, taux de réussite plus élevé dans la mention Lettres Modernes et Histoire qui augmentent sensiblement
- Viennent ensuite, dans l'ordre décroissant, les mentions Géographie et Langues, Littératures et Civilisations Etrangères.

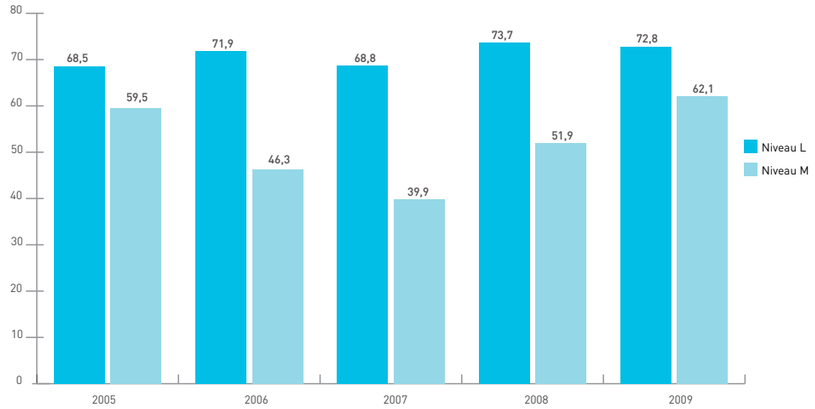
Evolution du pourcentage de réussite (%) dans le domaine Lettre et Sciences Humaines - Niveau M



Sur les 5 années :

- Prédominance du nombre de lauréats en Langues, Textes et Communication
- Taux de réussite en baisse en Histoire et Géographie
- Malgrès une baisse du taux de réussite jusqu'en 2007, le Master Interculturalité augmente et atteint les 50% en 2009

Evolution du pourcentage de réussite (%) dans le domaine Lettre et Sciences Humaines - Niveau L et M

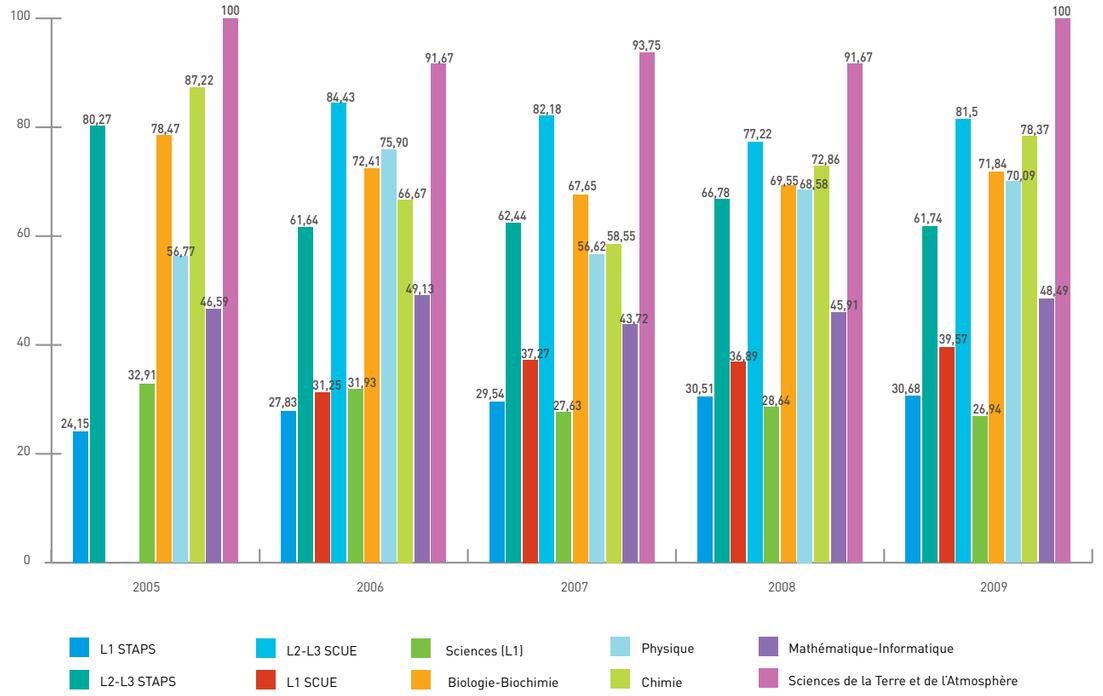


Commentaires :

- Taux de réussite élevés dans ce domaine en licence, même si on note une légère baisse en 2007
- Pour les masters, le taux de réussite chute jusqu'en 2007, suivi d'une augmentation jusqu'en 2009 dépassant les 50%.

3.3] Evolution du nombre de lauréats dans le Domaine Sciences, Technologies, Santé pour les années 2005 à 2008

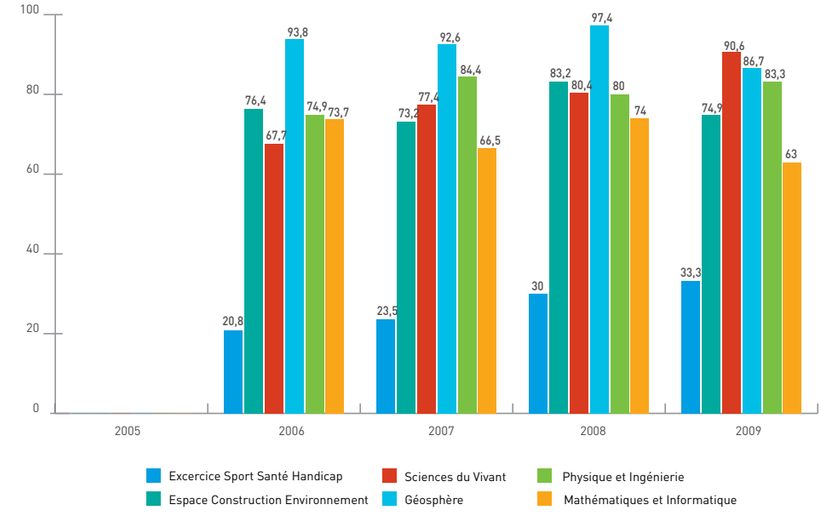
Evolution du pourcentage de réussite (%) dans le domaine Sciences, Technologies, Santé - Niveau L



Commentaires :

- *Prédominance du taux de réussite dans la mention Sciences de la Terre et de l'Atmosphère, pour laquelle les valeurs sont très élevés (100% en 2005)*
- *Taux de réussite élevés également en Chimie, Biologie-Biochimie et STAPS*
- *Taux de réussite < à la moyenne en Mathématiques informatique, mais également en L1 Sciences*
- *La mention SCUE est mise en place en 2006. Les taux de réussite sont nettement supérieurs à 50%, et en augmentation en 2007*

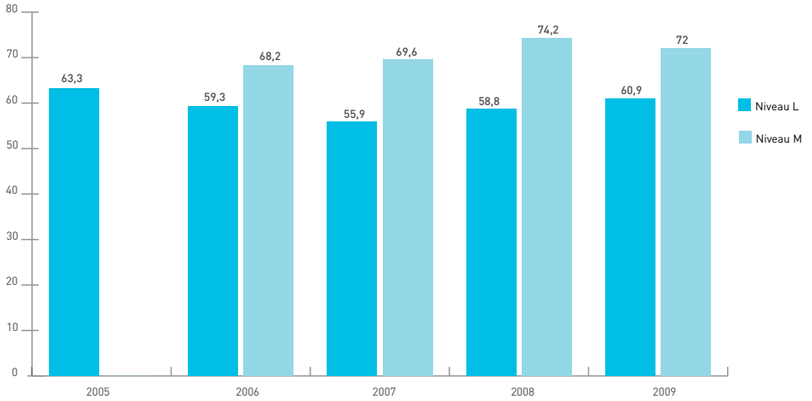
Evolution du pourcentage de réussite (%) dans le domaine Sciences, Technologies, Santé - Niveau M



Commentaires :

- *En 2005, il n'y avait pas de Masters, mais des maitrises dont les taux n'apparaissent pas dans cet article*
- *Prédominance du nombre de lauréats dans les mentions Géosphère et Physique et Ingénierie*
- *Taux de réussite également élevé dans les mentions Espace Construction Environnement et Sciences du vivant*

Evolution du pourcentage de réussite (%) dans le domaine Sciences, Technologies, Santé - Niveau L et M



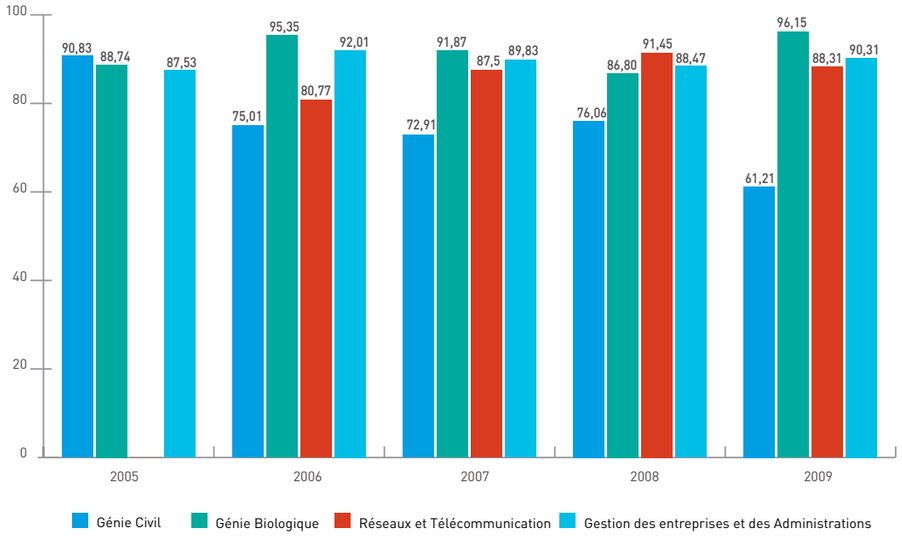
Commentaires :

- *Malgrès une légère diminution jusqu'en 2007, le taux de réussite en Licence reste toutefois dans la moyenne des 60%*
- *Pour les Masters en revanche, taux de réussite élevé avec une légère augmentation en 2008*

INDICATEURS ET STATISTIQUES

3.4] Evolution du nombre de lauréats lauréats à l'IUT et dans les licences professionnelles pour les années 2005 à 2008

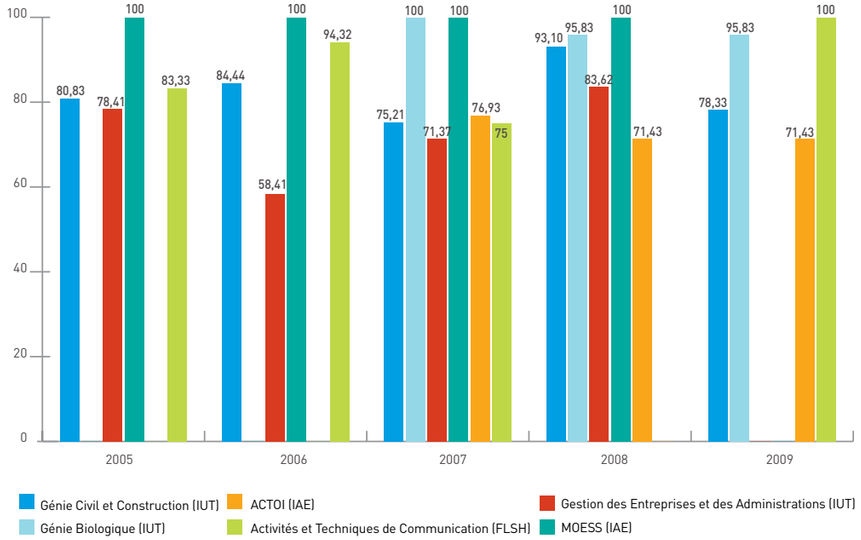
Evolution du pourcentage de réussite (%) - Niveau DUT



Commentaires :

- *Globalement, taux de réussite élevés dans les 4 domaines.*
- *Sur les 5 années, prédominance du taux de réussite en Génie Biologique*
- *Baisse constante du taux de réussite en Génie civil*

Evolution du pourcentage de réussite (%) - Niveau Licence Professionnelle



Commentaires :

- *De façon générale, taux de réussite élevé pour l'ensemble des licences professionnelles*
- *2 nouvelles licences ont été crées en 2007, QHSE en Génie Biologique, et ACTOI à l'IAE*
- *Pour la licence MOESS, 100% d'admis sont répertoriés car c'est une formation sur 2 ans. La 1 ère année s'est terminée 2007, il n'y a pas d'examens intermédiaires. L'examen final aura lieu en 2009.*

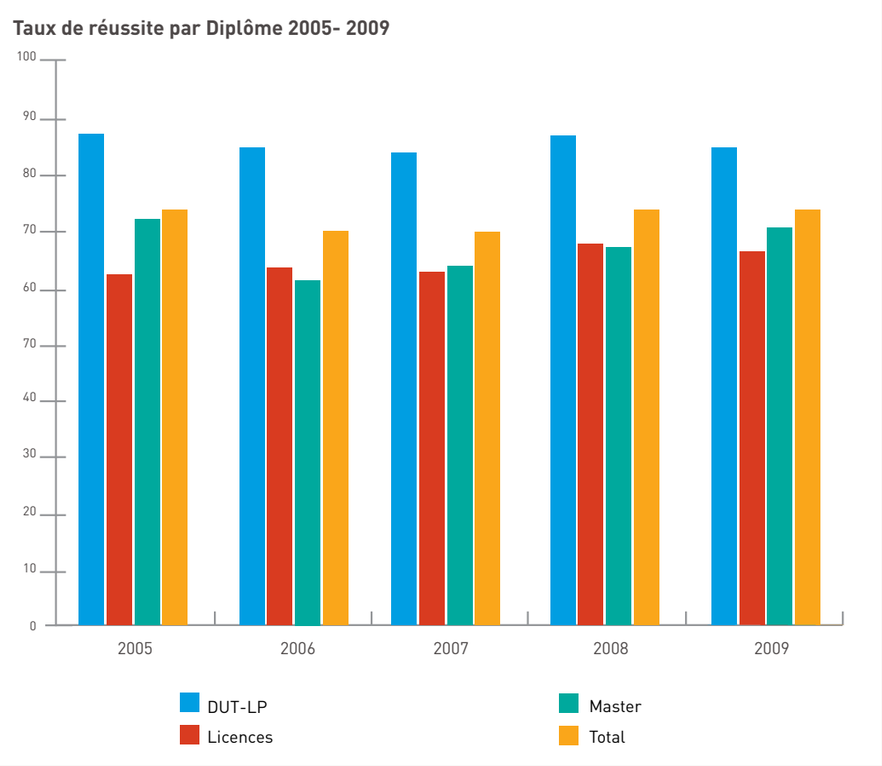
Evolution du pourcentage de réussite (%) en DUT et Licence Professionnelle

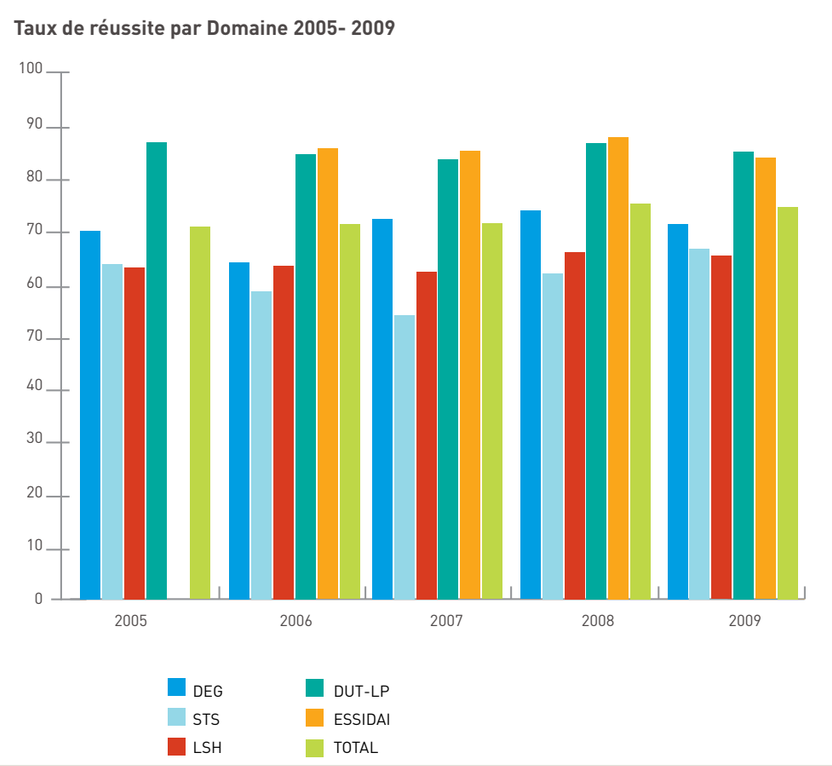
Commentaires :

- *D'une façon générale, même si on constate une légère diminution pour les licences professionnelles en 2007, le taux de réussite reste stable et élevé.*

INDICATEURS ET STATISTIQUES

3.5] Evolution du nombre total de lauréats pour les années 2005 à 2009





Commentaires :

- *Le taux de réussite par diplôme reste stabilisé à environ 70% durant ses 5 dernières années*
- *Les taux de réussite les plus élevés sont observés pour les DUT et licence professionnelles, puis à l'ESIDAI*
- *Concernant les 3 domaines, le taux de réussite est un peu plus faible dans le domaine lettres et Sciences Humaines*
- *Pour l'année dernière, on note une augmentation des taux de réussite dans le domaine Droit Economie Gestion*
- *Pour l'année dernière, le taux de réussite général à l'Université de La Réunion était de 73.26%*

L'OFFRE DE FORMATIONS 2010 - 2013 : **PRÉSENTATION ET CHIFFRES CLÉS**

1] PRÉSENTATION

Depuis la rentrée universitaire 2004-2005, l'Université de La Réunion est entrée dans l'espace européen de l'enseignement supérieur avec une offre de formation dispensée selon le système LMD. Ce système correspond à une architecture des études selon 3 niveaux de référence ou grades conduisant aux diplômes de Licence, Master, Doctorat. La formation est découpée en semestres. Au cours de chaque semestre, l'étudiant capitalise des crédits ou ECTS (European Credits Transfer System) nécessaires à la validation de sa formation. L'offre de formation selon le système LMD est organisée en domaines/mentions/spécialités ou parcours.

L'offre de formation universitaire est valable pour 4 ans et construite à partir :

- du système LMD,
- des évaluations de l'Agence d'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (AERES),
- et selon le contrat quadriennal définitif élaboré par l'Université de La Réunion et validé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (MESR).

Indicateurs

	2004-05	2005-06	2006-07	2007-08	2008-09	2009-10
Les étudiants						
Nombre d'étudiants de nationalité étrangère titulaires d'un diplôme étranger		217	223	243	234	196
Nombre d'étudiants inscrits		10891	10579	10348	11310	11659
Les cycles de formations						
Nombre d'étudiants inscrits en formations d'ingénieurs		0	32	60	89	111
Nombre d'étudiants inscrits en 1er cycle		9060	8622	8356	8275	8503
dont le nombre d'étudiants inscrits en formations d'IUT		329	393	439	472	465
Nombre d'étudiants inscrits en 2e cycle		1567	1680	1708	2778	2875
Nombre d'étudiants inscrits en 3e cycle		264	277	284	257	281
dont le nombre d'étudiants inscrits en doctorat		260	273	279	256	273
Nombre d'étudiants inscrits dans les formations de santé		364	420	420	459	485
Les personnels						
Professeurs					68	
Maitres de conférences					217	
Les résultats						
Nombre de diplômes de doctorat délivrés	36	23	33	29		
La recherche						
Nombre d'enseignants-chercheurs déclarés dans les unités de recherche reconnues			234	240	241	
Entrants en master (en %)						
Part des inscrits en master 1 qui étaient auparavant dans un établissement différent			17	19,3	21	
Part des inscrits en master 2 qui étaient auparavant dans un établissement différent			27,1	23,9	25,2	

Source MESR

Pour la période 2010-2013, l'offre de formation de l'Université de La Réunion est structurée selon

3 domaines
- **Droit, Economie, Gestion (DEG)**, comprenant les formations de l'Unité de Formation et de Recherche (UFR) Droit et Economie et de l'Institut des Administrations et des Entreprises (IAE),
- **Sciences Technologies Santé (STS)**, comprenant les formations de l'UFR Sciences et Technologies, de l'UFR Santé et une partie de l'offre de formation de l'UFR Sciences de l'Homme et de l'Environnement,
- **Lettres et Sciences Humaines (LSH)**, comprenant les formations de l'UFR Lettres et Sciences Humaines, et une partie de l'offre de formation de l'UFR Sciences de l'Homme et de l'Environnement.

5 Unités de formation et de recherche
U.F.R. Droit et Économie
U.F.R. Sciences et Technologies
U.F.R. Lettres et Sciences Humaines
U.F.R. Sciences de l'Homme et de l'Environnement
U.F.R. Santé

3 Instituts
Institut Universitaire de Technologie (IUT)
Institut d'Administration des Entreprises (IAE)
Institut Universitaire de Formation des Maîtres (IUFM)

1 école d'ingénieurs
Ecole Supérieure d'Ingénieurs Réunion Océan Indien (ESIROI)

2] CHIFFRES CLÉS 2010/2011 DE L'OFFRE DE FORMATION

L'offre de formation 2010-2013 compte globalement :
- 26 Licences Générales
- 14 Licences Professionnelles
- 38 Masters hors enseignement
- 5 DUT
- 3 diplômes d'Ingénieurs
- 13 spécialités de l'enseignement

Effectifs d'étudiants inscrits en formation initiale à l'Université de La Réunion pour l'année 2010/2011

	DEG	LSH	STS	ESIROI	IUFM	IUT (DUT)*	TOTAL
Niveau L	3175	2276	2653			497	8601
Niveau M	652	893	385	146	293		2369
TOTAL	3827	3169	3038	146	293	497	10970

NB : Les 163 inscrits en licences professionnelles de l'IUT ne sont pas comptabilisées dans le tableau ci-dessus car 149 inscrits le sont en formation continue, 14 sont en apprentissage)

Le budget alloué au contrat quadriennal 2010-2013 :
une augmentation de 21,15% pour l'atteinte de ses objectifs de développement

Contrat Quadriennal 2002-2005	Contrat Quadriennal 2006-2009	Contrat Quadriennal 2010-2013
10 070 490 €	16 121 148 €	19 751 148 €

3] OFFRE DE FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE EN 2010-2011

Sur l'ensemble des formations de l'UR et sur la base des débouchés professionnels déclarés par les Responsables Pédagogiques, il apparaît que les formations de l'Université couvrent les métiers de 20 Familles Professionnelles différentes et répond majoritairement aux besoins professionnels de :
- Gestion et Administration des Entreprises,
- Enseignement et Formation,
- Etudes et Recherche,
- Et de la Fonction Publique et Professions

Figure : Formations et Débouchés Métiers par Famille Professionnelle (ex : 12% des formations de l'Université de La Réunion forment aux métiers de la Gestion, de l'Administration des Entreprises).

L'Université effectue une veille régionale par le biais de l'Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle (OFIP) afin d'adapter son offre de formations aux besoins régionaux.

4] OFFRE DE FORMATION ET RÉUSSITE EN LICENCE & INSERTION PROFESSIONNELLE : BILAN DU PRÉCÉDENT CONTRAT

Au cours de la période contractuelle 2002-2005, l'Université de La Réunion a répondu aux objectifs fixés, dont l'aide à la réussite des étudiants. Elle s'est attachée par la suite, au cours de la période contractuelle 2006-2009, à poursuivre la lutte contre l'échec par un meilleur accompagnement des étudiants qui se traduit par :
- Une amélioration de l'orientation et du suivi des étudiants : journée de liaison lycée-université, tutorat, dispositifs de soutien et de remise à niveau pédagogique, usage renforcé des TICE, journées portes ouvertes, opération Campus Futé
- Un développement de passerelles entre les formations et les filières : journées de réorientation «Rebondir», journée «Bourse aux BTS» en partenariat avec le Rectorat,
- Une ouverture sur le monde du travail : refonte du site Web, UE libre « aide à l'insertion professionnelle», forum des métiers et de l'insertion professionnelle, salon des études post-bac, création de l'Observatoire des Formations et de l'Insertion Professionnelle
- Des conditions de vie étudiante attrayantes : Mise en place du Bureau de la Vie Etudiante, développement de la vie culturelle et sportive, amélioration de la politique d'accueil et d'intégration des étudiants handicapés et des étudiants étrangers.

Ainsi, depuis 2004, ont été multipliés les dispositifs d'accompagnement des étudiants afin d'améliorer leur réussite. Cette politique volontariste visant à faciliter l'accès et à améliorer la réussite des étudiants a été couronnée de succès en 2006 lorsque l'Université de La Réunion a été lauréate de l'appel d'offre national « Egalité des chances d'accès à l'enseignement supérieur » lancé conjointement par le Ministère délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche et le Secrétariat d'Etat à l'égalité des chances.

L'AGENCE **D'EVALUATION** DE LA **RECHERCHE** ET DE **L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

1] CONTEXTE, OBJECTIFS, METHODES

L'évaluation constitue pour la recherche comme pour l'enseignement supérieur un instrument de mesure de la qualité et une aide à l'amélioration de l'efficacité

1.1] Du contrôle à l'évaluation-régulation

Les évolutions récentes de l'enseignement supérieur et de la recherche en France montrent la volonté de l'Etat d'exercer un rôle de stratège plus que de pilotage direct. A côté des contrôles, tels que ceux des corps d'inspection, sont ainsi apparues la mesure de la performance et l'évaluation. Avec elles, et tout particulièrement avec l'évaluation, l'Etat dépasse la notion de contrôle et de respect des règles pour se diriger vers un dialogue responsable, mouvement qui vient conforter la relation contractuelle. La création récente de l'AERES participe de cette démarche.

La mise en place de l'agence traduit une double volonté des pouvoirs publics :

- confier à une instance unique les missions d'évaluation des établissements, des unités de recherche et des formations, jusqu'alors assumées de manière éclatée par différentes structures
- doter le pays d'un outil d'évaluation de la qualité des établissements d'enseignement supérieur et des organismes de recherche.

1.2] Quels objectifs pour les évaluations de l'agence ?

Au service de l'entité évaluée, les évaluations menées par l'AERES se fixent pour objectifs de :

- livrer aux instances des établissements d'enseignement supérieur et/ou de recherche des éléments pour fonder leur stratégie future, tant en matière de formation que de recherche
- apporter aux équipes enseignantes et de recherche des éléments de comparaison dans le but d'améliorer la qualité du service rendu
- fournir aux ministères de tutelle, les informations nécessaires à la prise de décisions (attribution de moyens financiers et humains, habilitation des formations, labellisation des unités de recherche...)
- proposer aux étudiants les informations nécessaires à leurs choix d'orientation
- répondre aux besoins d'information des entreprises sur la qualité des formations et des diplômes et sur les compétences des diplômés
- informer de façon fiable et transparente la société civile sur les activités des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

1.3] Principes et méthodes d'évaluation de l'agence

Conformément aux standards européens, l'évaluation de l'agence repose sur deux principes complémentaires :

- l'autoévaluation, permet à chaque structure évaluée de mesurer ses performances. Cette évaluation interne est essentielle au regard de l'autonomie
- l'évaluation externe est réalisée à partir, d'une part, du rapport d'autoévaluation et du dossier d'évaluation déposé par l'entité évaluée et d'autre part, de l'analyse de la conduite de ses missions par les entités évaluées. Pour les établissements, les unités de recherche et les écoles doctorales, une visite sur site est organisée.

Sur la base de ces principes, l'AERES pratique une « évaluation intégrée » *, selon une méthode associant étroitement les expertises de ses 3 sections : unités de recherche, formations et diplômes, établissements. Une campagne d'évaluation se déroule sur une période d'environ 9 mois.

L'AERES dispose ainsi d'un outil original lui permettant d'intégrer les résultats des évaluations des unités de recherche et de l'offre de formation dans une vision globale de l'activité et de la stratégie d'un établissement.

La mise en place de cette approche fait appel à un dialogue continu entre l'agence et la structure évaluée, ainsi qu'avec sa tutelle.
On retiendra notamment :

- la concertation préalable des parties prenantes au niveau national
- l'information des entités évaluées lors de la phase préliminaire de l'évaluation
- les observations des établissements sur leur évaluation, associées au rapport final
- le retour d'expérience des évaluations pour valider la cohérence et la pertinence des procédures.

1.4] Campagne d'évaluation

L'AERES évalue chaque année un quart des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, et 4 à 5 organismes de recherche.

Elle a défini le cycle de ses campagnes d'évaluation en 4 zones géographiques calquées sur celles utilisées par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans le cadre de ses relations contractuelles avec les établissements (vagues A, B, C, D).

*La loi donne mission à l'AERES d'évaluer séparément les unités de recherche, les formations et diplômes ainsi que les établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Elle n'institue pas d'interactions entre les divers types d'évaluation

Découpage académique par vague

- La vague A comprend les académies de Lyon, Grenoble, Montpellier, Toulouse et Bordeaux.
- La vague B comprend les académies de Rouen, Amiens, Reims, Besançon, Dijon, Clermont-Ferrand, Limoges, Poitiers, Orléans-Tours, Nantes, Rennes, Caen, ainsi que la Polynésie française.
- La vague C comprend les académies de Strasbourg, Nancy-Metz et une moitié de l'Ile de France.
- La vague D comprend l'académie de Lille, une moitié de l'Ile de France et une partie de l'Outre-Mer (dont La Réunion)

CRÉTEIL

Vague C :
Université Paris VIII Université Paris XII
Université Paris XIII
ISMCM Saint-Ouen

Vague D :
ENS Cachan
ENST Louis Lumière
Université Marne-la-Vallée
Polytechnicum

PARIS

Vague A :
CNAM

Vague C :
Université Paris II
Université Paris III
Université Paris VI
Université Paris VII
Université Paris IX (Paris Sud)
ENS Chimie de Paris
Institut de Physique du Globe de Paris

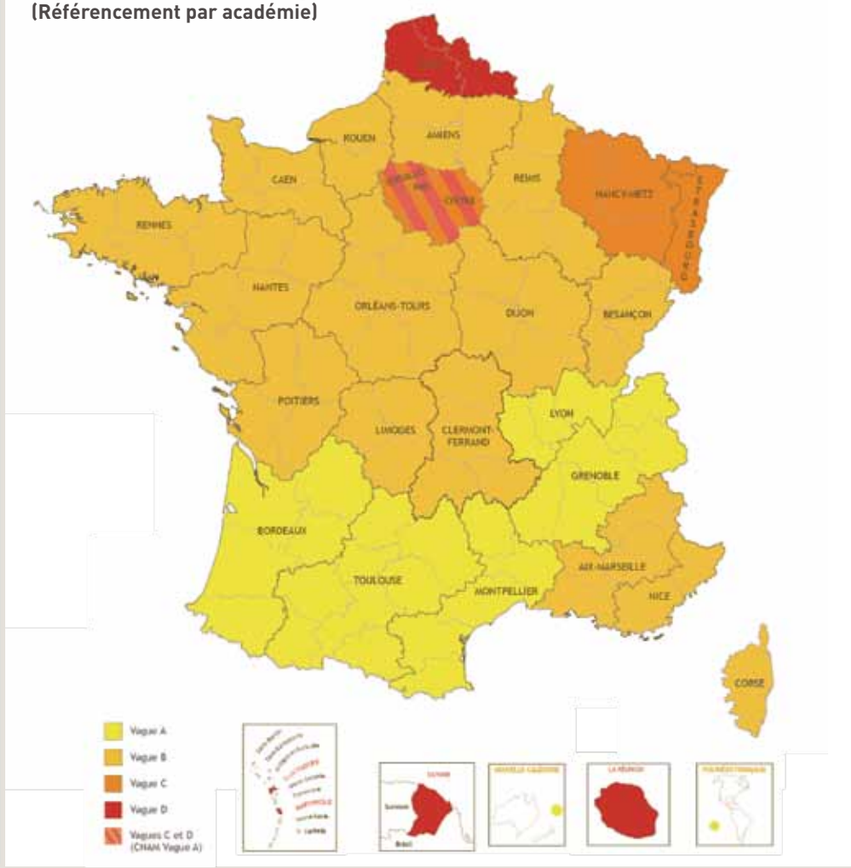
Vague D :
Université Paris I
Université Paris IV + CELSA
Université Paris V
INALCO
École nationale des chartes
Cité internationale universitaire
IAE de Paris
EHESS
ENS de Paris
ENSAM Paris et Province
EPHE
Maison des sciences de l'homme
Observatoire de Paris
ESTP

VERSAILLES

Vague C :
Université Paris X

Vague D :
Université Paris XI
Université de Gercy-Pontoise
Université d'Evry-Val d'Essonne
Université de Versailles - Saint-Quentin
ENSEA de Gercy
École centrale de Châtenay Malabry
SUPELEC
IOTA
École nationale supérieure d'informatique d'entreprise d'Evry

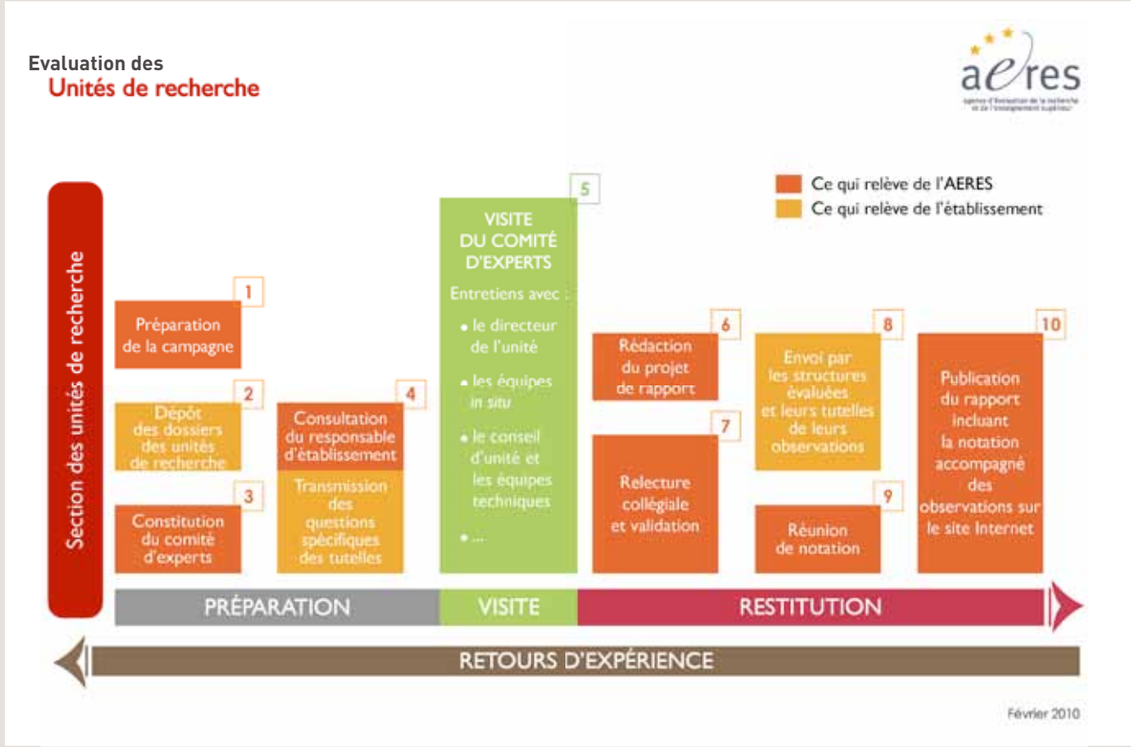
Vagues A, B, C et D de l'enseignement supérieur et de la recherche (Référencement par académie)



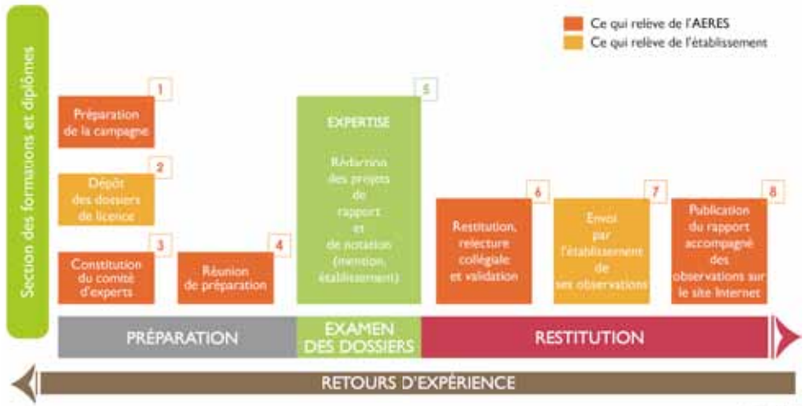
1] DEROULEMENT DES EVALUATIONS

L'évaluation de l'AERES s'organise en 3 phases successives. Elle est structurée selon une méthode contradictoire. En effet, une fois le rapport rédigé par les experts de l'AERES, ce dernier est envoyé aux établissements. Les responsables des formations, et plus généralement l'équipe de direction, ont alors la possibilité d'y rajouter leurs observations, qui figureront à la fin du document.

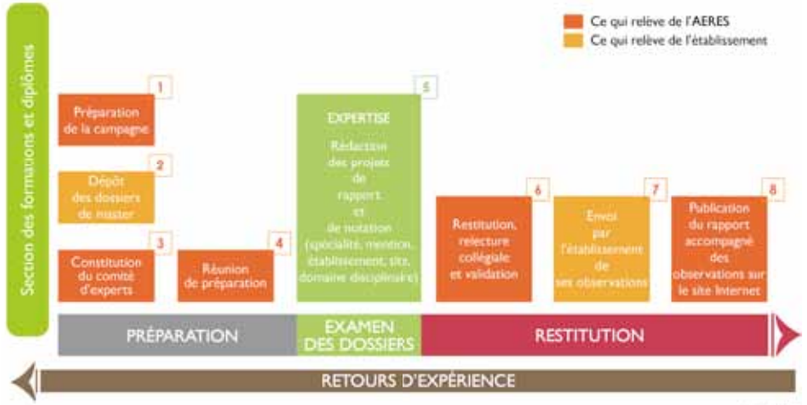
Sont proposée ci-dessous de façon schématique :
- L'évaluation des unités de recherche
- L'évaluation des formations (licences, Masters, Ecoles doctorales)
- L'évaluation des établissements intégrant les résultats des deux premières phases



Evaluation des Formations
Licences

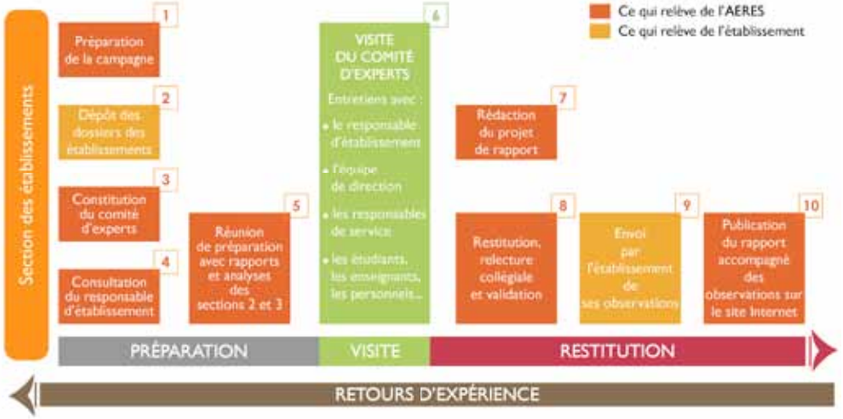


Evaluation des Formations
Masters



Écoles doctorales

Évaluation des Établissements



2] HABILITATION DES FORMATIONS A L'UNIVERSITE DE LA REUNION POUR 2010-2013

Pour UR l'habilitation s'est effectuée d'octobre 2008 à juillet 2009, ce qui correspond a la vague D.
La procédure exposée précédemment a été appliquée.

Des rencontres ont été organisées entre les responsables de formations et les experts de l'AERES, afin d'échanger sur l'offre de formation de l'Université de La Réunion.
Au terme de ces visites un rapport d'expertise a été rédigé.

Sont proposés ci-dessous les résultats pour l'ensemble des formations de niveau L et M

NIVEAU LICENCE

DEG

Mention	Notation AERES de la mention	Spécialité	Notation AERES de la spécialité	Parcours	Orientation	Composante
Droit	B				Générale	UFR Droit et Economie
Administration Publique	B				Générale	
Economie	B				Générale	
Administration Economique et Sociale	B			Techniques économiques et de gestion	Générale	
				Administration et gestion des entreprises	Générale	
Sciences et Techniques Comptables et Financières	B				Générale	IAE
Sciences de Gestion	B			Gestion des entreprises	Générale	
				Gestion des Activités Touristiques	Générale	
Marketing	C				Générale	

LSH

Mention	Notation AERES de la mention	Spécialité	Notation AERES de la spécialité	Parcours	Orientation	Composante
Langues Littérature et Civilisations Etrangères		Créole	C		Générale	UFR Lettres et Sciences Humaines
Lettres Modernes	A			Littérature comparée	Générale	
				Lettres Modernes	Générale	
				Didactique du Francais Langue Etrangère et Seconde	Générale	UFR Sciences de l'Homme et de l'Environnement
Langues Littératures et Civilisations Etrangères		Anglais	B		Générale	UFR Lettre et Sciences Humaines
		Allemand	A			
		Espagnol	B			
Histoire	B			Recherche et métiers de l'Hisoire	Générale	
				Histoire / Géographie		
Géographie	B			Aménagement du territoire	Générale	
				Géographie / Histoire		
Sciences de l'Education	C			Métiers de l'enseignement	Générale	
				Métiers de la formation		
Information - Communication	A				Générale	
Ethnologie	C				Générale	

STS

Mention		Notation AERES de la mention	Spécialité	Notation AERES de la spécialité	Parcours	Orientation	Composante
Génie Civil, Mécanique		A			Physique du Bâtiment et Energie	Générale	UFR Sciences de l'Homme et de l'Environnement
					Espace Bâti et Environnement	Générale	
Sciences et Techniques de Activités Physique et Sportives		B			Education-Motricité	Générale	
					Management du Sport	Générale	
					Activités Physiques Adaptées, Santé	Générale	
Mathématiques Informatiques Physiques *	Mathématiques	B				Générale	UFR Sciences et Technologies
	Informatique	B				Générale	
Physique Chimie Géosciences *	Physique	C				Générale	
	Sciences pour l'ingénieur	B				Générale	
	Géosciences	B				Générale	
Biologie Chimie Géosciences *	Biochimie	C				Générale	
	Chimie	C				Générale	
	Biologie	B				Générale	

NIVEAU MASTER

DEG

Mention	Notation AERES de la mention	Spécialité	Notation AERES de la spécialité	Parcours	Orientation	Composante
Droit du Patrimoine - Droit Notarial	A	Droit Patrimoine - Droit Notarial	spé. identifiée à la mention		Professionnelle	UFR Droit et Economie
Droit des Affaires	A	Droit des Affaires	spé. identifiée à la mention		Professionnelle	
Droit Public : Territoires, risques et action publique	A	Droit Public : Territoires, risques et action publique	spé. identifiée à la mention		Professionnelle	
Droit et Contentieux	B	Droit et Contentieux	spé. identifiée à la mention		Recherche	
Relations Internationales : Europe - Océan Indien	A	Relations Internationales : Europe - Océan Indien	spé. identifiée à la mention		Professionnelle et Recherche	
Economie	A	Ingénierie Economique et Financière	A	Analyse Quantitative pour les Organismes	Professionnelle	
				Banque-Finance	Professionnelle	
		Developpement Durable et Aménagement du Territoire	A		Professionnelle	
		Analyses et Politiques Economiques	B		Recherche	
Sciences du Management	B	Comptabilité Contrôle et Audit	A		Professionnelle	IAE
		Management des Activités Touristiques	B		Professionnelle	
		Marketing Commerce et Développement International	C		Professionnelle	
		Ressources Humaines et Oragnisation	A		Professionnelle	
		Management et Administration des Entreprises	B		Professionnelle	

LSH

Mention	Notation AERES de la mention	Spécialité	Notation AERES de la spécialité	Parcours	Composante
Océan Indien : Géographie et Histoire	B	Géographie	A		UFR Lettres et Sciences Humaines
		Histoire	B		
		Tourisme Patrimoine et Territoires	A		
		Métiers de la Culture	C		
Lettres et Langues	B	Littérature Française	A		
		Littérature comparée et francophone	B		
		Monde Anglophone	B		
		Monde Germanophone	B		
		Monde Hispanique : Altérité et rapports culturels	A		
Anthropologie et Sociologie des Sociétés de l'Océan Indien	B	Anthropologie et Sociologie des Sociétés de l'Océan Indien	B		
STAPS • Sciences de l'Education	B	Sciences de l'Education	A	Politiques et Pratiques Educatives	
		Interculturalité et Dynamique Identitaire	C		
		STAPS : Corps, Sport, Communication	B		UFR Sciences de l'Homme et de l'Environnement
		Didactique du Français Langue Etrangère et Seconde dans l'Océan Indien	C	Didactique du FLE et du FLS	

STS

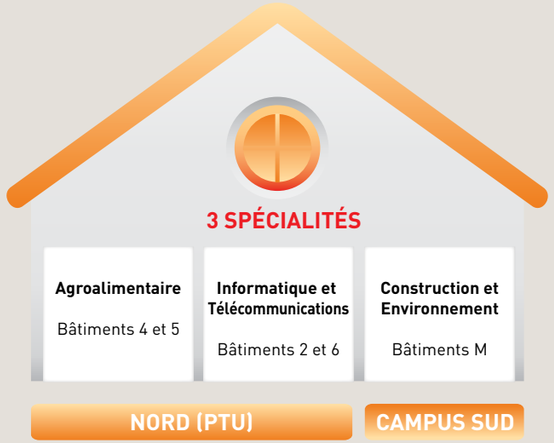
Mention	Notation AERES de la mention	Spécialité	Notation AERES de la spécialité	Orientation	Composante
Sciences du vivant	B	Biodiversité et Ecosystèmes Tropicaux	A	Recherche et Professionnel	UFR Sciences et Technologies
		Sciences de la Vie et de la Terre (SVT)	C	Recherche	
		Valorisation des Ressouces Naturelles (VRN)	B	Recherche	
		Biochimie, biologie moléculaire, biotechnologie et biomédecine (B4)	B	Recherche	
Géosphère	B	Magmas et Volcans	A	Recherche	
		Transpherts, Sols et Aquifères	C	Recherche	
		Atmosphère	A	Recherche	
Informatique et Mathématiques	A	Mathématiques	B	Recherche	
		Sciences et Technologies de l'information et de la Communication (STIC)	A	Recherche	
Physique et Ingénierie	B	Conversion des Energies	B	Recherche	
		Préparation aux concours d'enseignants	pas de note		
Génie Civil Urbanisme	A	Physique du Bâtiment et Environnement	A	Recherche et Professionnel	UFR Sciences de l'Homme et de l'Environnement
		Génie Urbain et Environnement	B	Recherche et Professionnel	
		Architecture et qualité environnementale des bâtiments en milieu tropical	B	Professionnel	
Exercice, Sport, Santé et Handicap	C	Exercice, Sport, Santé et Handicap	spé. identifiée à la mention	Recherche	

ÉCOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEUR RÉUNION OCÉAN INDIEN : **L'EXCELLENCE À L'UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION**

1] L'ESIROI ? C'EST QUOI ?

Portée par la Région Réunion à la demande du monde professionnel réunionnais, l'ESIROI (Ecole Supérieure d'Ingénieurs Réunion Océan Indien) voit le jour le 13 novembre 2009 au sein de l'Université de la Réunion, et rejoint ainsi, par arrêté du même jour, la liste des écoles d'ingénieurs créée par décret n° 85-1243 du 26 novembre 1985. Elle succède à l'ESIDAI (Ecole Supérieure d'Ingénieurs en Développement Agroalimentaire Intégré), qui prenait elle-même la suite de l'I.U.P. Agroalimentaire en 2006.

Structure de l'ESIROI



Cette école pluridisciplinaire, agréée par la Commission des Titres d'Ingénieur (CTI), forme des Ingénieurs diplômés de l'Ecole supérieure d'ingénieurs Réunion Océan Indien dans 3 spécialités, en des lieux bien distincts. Ainsi, la spécialité Agroalimentaire est située depuis 2006 dans les bâtiments 4 et 5 du Parc Technologique (PTU). Trois ans plus tard, la spécialité Informatique et télécommunications accueille ses premiers étudiants en septembre 2009 dans les bâtiments 2 et 6 du PTU. Enfin, le bâtiment M du Campus du Tampon abrite depuis le 1er septembre 2010 la première promotion de la spécialité Construction et environnement.

2] MAIS ENCORE ?

• Concrètement, la spécialité Agroalimentaire forme en 3 ou 5 ans des ingénieurs spécialistes en innovation de produits et de procédés adaptés au contexte culturel, économique et managérial des entreprises agroalimentaires. Les élèves sont recrutés après le Bac S en cycle préparatoire de 2 ans, ou à BAC + 2 en cycle d'approfondissement de 2 ans, suivi d'un cycle de spécialisation d'1 an. L'enseignement fait la part belle aux stages en entreprise (11 mois sur l'ensemble du cursus) et à la mobilité nationale et internationale (4 mois de stages en pays anglophone et la 5ème année de formation à DIJON).

Des 16 élève recrutés à BAC + 2 en 2006, 12 ont obtenu leur diplômes en 2009, diplômes remis aux lauréats le 16 avril 2010 au cours d'une cérémonie officielle réunissant notamment le fondateur de l'école, Bernard VIDAL, et le parrain de la promotion, ainsi que les représentants de la Région Réunion, du Conseil général, du Directeur de l'école partenaire, et le monde professionnel. Fort de ses 75% de réussite, cette spécialité peut s'enorgueillir de l'insertion professionnelle de 9 de ses diplômés six mois après l'obtention de leur diplôme, et bénéficie d'une très bonne image dans le milieu professionnel.

• Dans le domaine informatique, pour faire face aux sollicitations du monde économique, obligé de recruter en métropole des ingénieurs qui ne s'installent pas durablement dans l'île, la spécialité Informatique et télécommunications forme des ingénieurs polyvalents en « systèmes et réseaux », (profil orienté services sur les réseaux et administration d'infrastructures communicantes) ou en « usages et services » (profil orienté usages et nouveaux services de l'informatique et ingénierie de contenus multimédia). Cette spécialité présente d'ailleurs la spécificité d'accueillir des étudiants de la Zone Océan indien, dans le cadre d'un partenariat inscrit dans son habilitation.

L'enseignement s'appuie sur des stages en entreprise (9 mois sur l'ensemble du cursus) et une mobilité nationale et internationale. Cependant, à la différence de la spécialité Agroalimentaire, le recrutement s'effectue uniquement à BAC + 2, pour une scolarisation de 3 années.
Les premiers ingénieurs de cette spécialité, accueillis au 1er septembre 2009, seront donc diplômés en 2012.

• Enfin, après un recrutement à BAC + 2, la spécialité Construction et environnement ambitionne de former en 3 ans des ingénieurs spécialisés en ingénierie de projets dans les domaines du bâtiment durable à faible consommation, et des systèmes énergétiques, particulièrement adaptés à la zone intertropicale.
Les nombreuses manifestations (Salon de l'éducation, Journées Portes Ouvertes, Nuit de l'orientation) ont, en effet, montré un intérêt certain des étudiants réunionnais pour cette formation, et pour l'école en général.

Pour conclure, l'Université de La Réunion dispose maintenant avec l'ESIROI, d'une vitrine d'excellence supplémentaire pour combler le fossé entre l'Université et le monde économique local et international. Souhaitons à nos élèves de porter loin la renommée de l'Université, et longue vie à l'ESIROI!

Localisation de l'ESIROI

Ecole Supérieure d'Ingénieurs de la Réunion Océan Indien
Services des Télécommunications de l'Informatique et du Multimédia

Parc Technologique Universitaire - Bât 1
2 Rue Joseph WETZELL
97 490 Sainte-Clotilde

L'ACTUALITÉ DES COMPOSANTES

TRAVAUX DE **L'OBSERVATOIRE DE L'ILLETRISME** À L'UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION

INTRODUCTION

L'université de La Réunion a rejoint en novembre 2010 le cercle élargi des signataires de la Charte, puis du Plan d'Actions de Prévention et de Lutte contre l'illettrisme à La Réunion *Agir pour lire, lire pour agir 2011-2015*. Cet événement marque un aboutissement en même temps qu'il apporte une nouveauté que nous souhaitons porter à la connaissance de la communauté universitaire. Dans la perspective d'une évaluation interne, il n'est pas inutile de soumettre à examen critique un programme d'actions qu'un groupe d'enseignants chercheurs, de formateurs et d'intervenants professionnels s'est maintenant engagé à conduire à partir d'un programme de recherche intitulé *Observatoire de l'Illettrisme*.

En nous appuyant sur nos propres travaux dans le domaine de la linguistique descriptive et de la créolistique, nous avons entrepris, la fin de l'ancien contrat quadriennal (2005-2009) se profilant, d'explorer les retombées possibles de notre recherche pour l'examen des apprentissages linguistiques et culturels en milieu adulte défavorisé à La Réunion. Il nous semblait pertinent d'appréhender ces apprentissages adultes à la lumière de l'histoire des langues et de la dynamique du créole dans un département francophone[1].

1- Ce programme linguistique était alors rattaché à l'axe des Apprentissages interculturels proposé par les historiens de la Chaire UNESCO et le laboratoire du CRESOI auquel j'étais rattachée jusqu'au début septembre 2009.

Dans le même temps, Frédéric Miranville, alors chargé de mission à l'OFIP, attirait notre attention sur les appels à projet émanant de la Préfecture de la Réunion où se mettaient en place des groupes de travail pour le projet GERRI. Un premier dialogue avec les travaux existants pour la prévention et la lutte contre l'Illettrisme mettait clairement en valeur un nombre considérable d'actions menées dans le Département depuis de nombreuses années. Elles figurent pour l'essentiel dans la première *Charte de l'Illettrisme*[2]. Cependant, enquêtes et inventaire complémentaires notaient aussi la faible et difficile prise en compte de l'unilinguisme créole au sein de la population adulte ainsi qu'une mesure insuffisante voire inexistante des paramètres linguistiques pertinents dans l'acquisition des compétences en lecture, écriture et calcul pour ces adultes.

Notre réflexion s'est alors précisée dans le sens d'une interrogation des problèmes de la vie universitaire, de la manière dont nos travaux pouvaient s'inscrire dans le cadre d'actions pour le développement humain durable, contribuer à améliorer ertains vecteurs de l'orientation professionnelle. Notre étude de terrain menée auprès de quelques locuteurs adultes illettrés a apporté des résultats pour un programme de recherche collectif sollicitant, à moyens termes, d'autres disciplines des Sciences Humaines.

Les échanges réguliers avec Fabrice Lemaire, Vice-Président du Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire et Frédéric Miranville, Vice-Président aux Relations extérieures et à l'Insertion Professionnelle accompagnent ce projet auquel le Président de notre établissement, Professeur Mohamed Rochdi, a accordé dès le début de son mandat toute son attention scientifique. Chargé du pilotage d'un Atelier pour les Etats Généraux de l'Outre-mer organisés par le Ministère en 2009, Mohamed Rochdi nous a encouragée à privilégier la recherche nécessaire au projet d'un Observatoire de l'illettrisme afin d'en valoriser les applications possibles et les plus urgentes. L'idée initiale n'était pas de penser une structure juridico-administrative, mais de privilégier des programmes convergents autour d'une problématique complexe, transversale qu'il importait de développer pour répondre à une demande régionale voire nationale.

Plusieurs disciplines et structures de notre institution y ont apporté leur concours. Mon programme de recherche individuel était inscrit parmi ceux de l'EA 12 jusqu'en août 2009. Il a également bénéficié du soutien des collègues des *Départements de Créoles et de Techniques d'expression*. Le projet élargi d'un Observatoire de l'illettrisme a été aux collègues responsables l'axe *Risques et développement* (Pr. Dominique Lepelley, directeur du CEMOI) au sein de l'O.S.O.I. (Observatoire des Sociétés de l'océan Indien) placé sous la direction de Michel Watin, responsable du LCF, mon laboratoire de rattachement depuis septembre 2009. Les phases préparatoires de la signature du Plan 2011-2015 par l'Université de La Réunion ont mis en synergie plusieurs programmes de recherche et d'offres de formation : ils ont été présentés lors de séminaires mensuels d'OBSILLETT au cours de l'année 2010 et figurent à présent officiellement dans le PLAN (cf. Tableaux 1, 2, 3). Notre contribution donne à lire un premier bilan de mi-parcours, rend compte des actions réalisées entièrement ou partiellement à ce jour pour trois axes complémentaires : celui de la recherche, de la formation et de la valorisation.

1] RECHERCHE ET DONNÉES DE TERRAIN

Un locuteur est dit *analphabète* lorsqu'il n'a pas pu accéder à la lecture et à l'écriture dès son jeune âge. Le locuteur illettré a perdu la maîtrise de la lecture et de l'écriture en raison d'un parcours psycho-social compliqué et d'un très grand éloignement du monde du livre et de l'écrit. Tous les rapports constatent que l'accès de plein droit à un cours ou à une formation ne suffit pas à créer chez le jeune ou l'adulte en difficulté la motivation nécessaire à une démarche spontanée de réinsertion sociale et professionnelle stable et aboutie dont procède la lutte contre l'illettrisme.

2- La Charte de Partenariat de Prévention et de Lutte contre l'Illettrisme à La Réunion (2007-2013) a été signée entre l'Etat, L'Académie de La Réunion, le Conseil Régional, le Conseil Général ainsi que La Poste aussi.

Nous avons, en effet, collecté et analysé plusieurs types des données officielles documentant aussi bien les actions régionales que nationales en matière de lutte contre l'illettrisme : des séances de travail avec les formateurs de l'Association Réunionnaise d'Education Populaire (2007-2008)[3], avec les responsables du CARIF-OREF[4] ainsi que la recherche de publications et documents d'archives ont contribué à éclairer de manière intéressante les résultats de nos enquêtes de terrain à Pierrefonds et à Saint-Pierre. Ils aident à relire les situations d'analphabétisme et d'illettrisme du temps présent dans leurs rapports sociaux à l'histoire même du système linguistique, culturel et scolaire réunionnais.

1.1] Enquête de terrain à Pierrefonds (2004) et groupe pédagogique personnalisé (2004-2005)

L'objectif assigné à cette première enquête qualitative consistait à observer où passe *la frontière entre illettrisme et analphabétisme* à La Réunion. Les démarches se sont avérées laborieuses. Plusieurs étapes ont été nécessaires : échec d'un premier essai individuel, proposition de bénévolat par le biais d'une paroisse du Sud. Très mal à l'aise, le Frère X m'a expliqué qu'un groupe de deux à trois personnes rejoignait le local de sa paroisse à un rythme irrégulier. Il ne voyait donc pas comment je pouvais intervenir. J'ai bénéficié ensuite de la collaboration de Gilberte Moellon[5], directrice d'école et Présidente d'A.D.T Quart Monde qui m'a conduite à Pierrefonds/Saint-Pierre. Ma première enquête a pu être effectuée en juin/juillet 2004 au *Chemin kalbanon* de l'usine de Pierrefonds, derrière l'écurie.

La première séance de prise de contact a réuni cinq informateurs sous le kiosque dans la rue Jeanne[6] (30 ans), dame de catéchisme, raconte que les enfants du catéchisme ne savent ni lire, ni écrire. Irène (35 ans), trois enfants, a suivi six mois de cours d'alphabétisation avec un livret à 11 euros alliant image et mot. Elle dit disposer de rudiments de lecture et d'écriture, connaît de mémoire la date de naissance de ses trois enfants, sait téléphoner. Jean, fils d'un père dialysé, célibataire, sait faire des démarches, signer son nom.

La linguistique de terrain enregistrait là son premier échec, mais identifiait un groupe de la population échappant à l'intervention du travail social. L'enquête avait besoin d'un travail social à part entière, formé à ces spécificités avec les compétences psychologiques requises. Ce travail aurait permis de persévérer, d'aller chercher les gens. Il importe d'aider ces locuteurs exclus à vaincre la pudeur, parfois la honte . Je me suis demandé si l'idéal aurait pu être l'école sous le kiosque, dans un milieu sécurisant et ouvert , proche de leur intimité que l'on ne violerait pas. Nos observations indiquaient clairement que ce public fragilisé était réfractaire à un encadrement de type institutionnel.

En même temps, l'Association *Ankraké* (Saint-Pierre/Terre-Sainte) avait passé des annonces dans la Presse, sollicité son propre réseau. J'ai donc pu réunir cinq adultes créolophones natifs qui ont accepté de participer à ce que j'appelle un groupe à pédagogie personnalisée (GPP). Au bout d'un an (2004-2005), un adulte illettré âgé de 30 ans, très motivé pour préparer et réussir le stage de l'A.F.P.A.R, avait re-appris à lire et à écrire. À partir de mes travaux et publications pour la phonologie (Staudacher-Valliamee, G., 1992), grammaire (Staudacher-Valliamee, G., 2004) et l'étude de la langue en tradition orale créole, j'avais conçu et appliqué pendant un an environ, des leçons pour l'apprentissage de la lecture et de l'écriture en français. Rassemblées dans un cahier, elles servent aujourd'hui de base à l'expérimentation d'une méthode de formation qui tentera de faire la synthèse entre *Leittris*, *Ti-chemin Grand Chemin* et les résultats de notre recherche placés à la base de l'élaboration du projet OBSILLETT.

1.2] Histoire, situation linguistique, éducation populaire

Nos séances de travail avec les formateurs de l'Association Réunionnaise d'Education Populaire de Saint-Pierre nous ont fait comprendre que le terme d'éducation populaire ne recouvre pas les mêmes réalités dans l'espace et le temps réunionnais. Les formateurs de l'A.R.E.P. se battent pour soutenir une couche de la population jeune, obligée de valider sa formation sous peine de se voir retirer son allocation. On voit bien les moyens supplémentaires qui seraient nécessaires pour atteindre notre public de Pierrefonds, Terre Sainte. Il semble d'ailleurs que toutes formations offertes par les institutions officielles aient fait le choix de séparer les analphabètes des illettrés pour ne s'occuper que des seconds. La question sélective n'est pas sans lien avec l'histoire de l'éducation populaire et de l'enseignement en société créole.

En effet, l'Histoire nous apprend que le système scolaire pour tous a eu du mal à s'installer et n'a pas vu le jour avant 1815 (Lucas, R., 1997). Dans l'ancienne colonie (1663-1946) et jusqu'à l'application effective et progressive de la Loi sur la Laïcité (1905), *l'éducation populaire* était de *facto* synonyme d'instruction religieuse pour les anciens esclaves plus ou moins formés aux *catéchismes en créole*[7]. L'instruction - partielle - était l'affaire des congrégations religieuses avec les Lazaristes, les Spiritains. Les Frères des Ecoles chrétiennes, les Sœurs St Joseph de Cluny, puis les filles de Marie ont assuré, en plus de la scolarisation de la population lettrée, l'éducation du petit peuple. Les deux exemples les plus connus sont certainement celui du Frère Scubilion, de Frédéric Levavasseur qui a donné son nom à un des lycées les plus réputés de l'Ile (Staudacher-Valliamee, G., 2000). On se souvient également des ateliers de travail manuel pour jeunes Malgaches à la Ressource et à Saint-Denis. C'est dans cette dynamique sociale et éducative qu'il convient d'appréhender la situation linguistique réunionnaise avec ses constantes et ses mutations sensibles.

Tout apprentissage du français en milieu adulte ne peut faire l'économie de cette analyse préalable : elle explique pourquoi tous les locuteurs natifs créolophones nés avant 1946 n'ont pas été forcément scolarisés. La Départementalisation de 1946 a rendu l'école obligatoire. Malgré ce décret, les études historiques (cf. Combeau,Y. Maestri, E ; Eve, P ; Fuma, S., 2002) soulignent, dès la IVème République, les très grandes difficultés du système départemental en matière d'éducation populaire .

Le français a toujours été la langue officielle, de l'école, de l'administration, de la presse écrite et orale, de l'église (sauf exception). Cependant, le double usage du français à l'écrit et du créole à l'oral reste l'apanage d'une proportion privilégiée de la population active. Les usages oraux du créole, langue parlée au quotidien, sont constants dans le plus grand nombre de familles, dans certains milieux socio-professionnels (ruraux, sportifs, commerce de proximité, grande surface). Ce qu'on appelle les *langues ancestrales* de la tradition orale sont liées à l'histoire des migrations des populations depuis la Traite, l'Esclavage (jusqu'à l'abolition de 1848) et l'engagisme (jusqu'en 1920 environ, avec les travailleurs venant alors toujours de l'Inde, de Madagascar, du Mozambique, des Comores et de Rodrigues).

Tous ces faits historiques nous ont laissé un héritage linguistique indissociable des pratiques culturelles et cultuelles à travers lesquelles sont véhiculées d'autres pratiques langagières en contact avec le français : le *tamoul* créolisé dans les cérémonies de la marche sur le feu (S. Govindin, 2005) : la tradition orale de *l'ourdou*, de *l'arabe* dans les *médersa* ou écoles coraniques, la pratique du *gudjarati* dans les familles indo-musulmanes, les dialectes *hakka* et le *cantonais* dans les familles chinoises. Ces langues et cultures de grandes civilisations sont enseignées depuis quelques années dans les collèges, lycées ainsi qu'à l'université de la Réunion. Différentes associations dont ACLAO dispensent également des enseignements ludiques pour jeunes enfants (Staudacher-Valliamee, G., 2005). C'est dans cette diversité linguistique de la francophonie réunionnaise qu'il importerait

3- Staudacher-Valliamee, G, Grammaire française, grammaire créole, illettrisme Conférence pour les formateurs de l'AREP de Saint-Pierre, juin 2007. Staudacher-Valliamee, Des apprentissages pluriculturels en milieu réunionnais à l'élaboration du projet de l'Observatoire de l'Illettrisme à la Réunion (2004-2008). Conférence pour les formateurs de l'AREP de Saint-Pierre, juillet 2008.

4- Qu'il me soit permis de redire ici ma profonde gratitude à Henria, Bakari, Gilberte Moellon ainsi qu'à l'Association Ankraké de Saint-Pierre, Terre Sainte.

5- Qu'il me soit permis de redire ici ma profonde gratitude à Henria, Bakari, Gilberte Moellon ainsi qu'à l'Association Ankraké de Saint-Pierre, Terre Sainte.

6- Les prénoms ont été modifiés.

7- cf.

L'ACTUALITÉ DES COMPOSANTES

de construire les méthodes de re-apprentissage de la lecture et de l'écriture en français.

1.3] La mise en place progressive d'Obsillett (2008-2010)

Plusieurs réunions proposées entre octobre 2008 et février 2009) ont permis de communiquer sur le projet OBSILLETT avec des enseignants chercheurs de la Faculté des Lettres, des enseignants de l'I.U.F.M impliqués dans la formation initiale et continue, les responsables du pilotage des projets fédérateurs au sein de l'Académie de La Réunion. Ils ont accepté d'apporter leur contribution au projet OBSILLETT dans le domaine de la prévention : confronté depuis longtemps aux questions épineuses de la formation des maîtres à la Réunion, Jean-Paul Morillon, directeur de l'IUFM, a identifié et encouragé les besoins d'une recherche scientifique sérieuse pour une didactique raisonnée du français LV2 en situation d'illettrisme. Il nous a mis en contact avec Octor Raymond, alors Responsable académique de Télé Lecture Réunion. Marimoutou Joëlle, Inspectrice de L'Education Nationale en charge de la Mission *Maîtrise de la langue* et de la *Mission Langues et Cultures régionales* pour le premier degré dans l'Académie de La Réunion. Dominique TOURNES, Professeur en Mathématiques à l'IUFM de Saint-Denis, Directeur de l'I.R.EM-Réunion, a tout de suite proposé que soit formée aux problématiques de l'illettrisme Hélène Le Roux[8], ainsi devenue membre du groupe de travail pour OBSILLETT constitué à partir de mon programme de recherche *Apprentissages linguistiques et langagier, contexte intraculturel : l'illettrisme à la Réunion* inscrit depuis septembre 2009 dans le programme du LCF.

En avril 2009, le Département Créoles de la FLSH a pris officiellement connaissance de travaux en cours. Plusieurs thèses et Mémoires de Master avaient déjà été enregistrés en littérature, et sociolinguistique, en arts plastiques histoire de l'art[9]. Les contacts établis soulignaient qu'il existe en Sciences du langage une recherche pouvant convertir ses résultats en actions didactiques et pédagogiques pour la prévention de l'illettrisme. C'est ce qui ressort des enseignements et compétences de DIJOUX Jasmine[10], formatrice en LCR à l'IUFM et professeur de français langue seconde en milieu créolophone difficile et fragilisé.

Cette première cartographie des travaux et structures en œuvre dans le champ de la didactique du français et du créole réunionnais au sein de notre établissement met en relief la disproportion flagrante entre les recherches pouvant alimenter des programmes de prévention de l'illettrisme en situation scolaire et l'absence de recherche dans le domaine de la lutte (en milieu adulte) à l'exception de celle entreprise et conduite par les enseignants chercheurs du Département de Sciences de l'Education à la Faculté des Lettres et au Service Universitaire de la Formation Permanente jusqu'en 2004 environ.

1.4] le séminaire

Depuis le deuxième semestre 2008, un premier noyau s'est constitué autour d'une recherche universitaire regroupant nos étudiants de Master (1/2) et du doctorat ainsi que plusieurs professeurs certifiés du secondaire (Lettres modernes, Langues et Cultures Régionales créoles, arts Plastiques et Histoire de l'art, Histoire et Lettres), trois professeurs des écoles formateurs en mathématiques. Ils ont participé à notre séminaire consacré à la didactique du français et des mathématiques en milieu créolophone adulte. Le calendrier des séances (8 avril 2009, 23 juin 2009, 9 décembre 2009, 27 janvier 2010) était assez contraint parce qu'il s'agissait d'initier le groupe aux problématiques linguistiques et langagières de la lutte contre l'illettrisme à la Réunion.

Un temps de maturation était nécessaire au sein d'un groupe assez hétérogène : formés au contact d'élèves en très grande difficulté, les collègues professeurs du secondaire ont choisi de privilégier la formation à la prévention (JD, HLR, EB). Les étudiants de Master 2, plus avancés du point de vue de la méthodologie linguistique, ont plus de mal à s'imaginer les applications de leurs travaux parce qu'ils n'enseignent pas. À l'exception deux membres ayant à leur actif une expérience d'enseignement en milieu adulte, tous découvraient les problèmes linguistiques concrets de l'illettrisme à la Réunion.

Pour construire une dynamique de réflexion commune à trois champs disciplinaires (français, créolistique et mathématiques), il a fallu exposer les résultats des observations rendues possibles à partir de mon enquête de Pierrefonds et de l'expérience pédagogique de Saint-Pierre/Terre Sainte. L'accent portait déjà sur quelques paramètres essentiels : le lien entre *alphabet créole oral* et alphabet français écrit, les procédés de construction de la *mémoire visuelle* française en tradition orale créole, le rôle fondamental de la spatialité. Mes travaux en grammaire créole et grammaire française ont alimenté la comparaison entre le système spatial français et le système spatial du créole réunionnais[11]. Depuis le départ d'Hélène Le Roux, la recherche appliquée en mathématiques se poursuit avec le Master 2 d'Emmanuel Bénard

1.5] Langues, langage et illettrisme

Notre collaboration avec l'I.U.F.M., puis avec l'Institut de Recherche pour l'Enseignement des Mathématiques de la Réunion a rendu possible l'analyse de deux thématiques centrales, celles des sytèmes spatiaux et temporels pour le français et le créole réunionnais, deux langues en contact en situation d'illettrisme . dans thématqiues pour une didactique raisonnée du français en situation d'illettrisme.

Pendant la préparation de son Master 2, Adriana Folgoat[12] a exposé les applications de sa recherche au milieu adulte

8- Hélène Le Roux est formatrice en mathématiques, notamment auprès d'enseignants qui accueillent des élèves en très grandes difficultés scolaires à l'IUFM de Saint-Denis de la Réunion.
9- Soret Didier,

10- Certifié de Lettres Modernes – Master 2 Lettres et Sciences Humaines, à finalité Recherche, Mention Interculturalité, Civilisations, Littératures, Education – Océan Indien, spécialisé Diasporas, Genre et Interculturalité. Formatrice en français et en créole 1er et 2nd degré. CAPES. IUFM de la Réunion. Pour la sociolinguistique de l'école et la didactique du français à la Réunion , les travaux de tMylène Eyqiem-Lebon, Evelyne Adelin, Fabrice Georger.
11- Unité d'Enseignement Libre pré-professionnelle disciplinaire en L3 La place de la langue et culture régionales créoles dans la formation des enseignants. Semestre 1, Année 2009-2010. 12h CM. UFER Lettres.
12- Adriana Folgoat, est étudiante en Linguistique/Créolistique sous la direction de G.Staudacher-Valliamee en LLS/LTC dans le Master LCF UMR 8143 du C.N.R.S..

défavorisé à *l'étude linguistique de la spatialité en créole réunionnais : Recherche et applications dans la prévention et la lutte contre l'illettrisme.* L'analyse de quelques exemples concrets illustre les fondamentaux du langage spatial : préposition à valeur spatiale, verbe à valeur spatiale, toponymes. Ils fonctionnent comme vecteurs du repérage et du déplacement dans l'espace. On explique alors, de manière constrastive, comment faire acquérir et maîtriser l'expression linguistique de la spatialité en français : tracé du geste manuel, conceptualisation et mémorisation des unités et groupes d'unités de la langue écrite, rôle du corps dans la représentation spatiale. L'explication grammaticale et lexicale conduit à réfléchir aux applications didactiques possibles. L'étude linguistique de la spatialité est devenue, depuis novembre 2010 l'objet de travaux pour un doctorat en sciences du langage et en didactique.

1.6] Lecture-compréhension en français

Forte d'une expérience d'une quinzaine d'années d'enseignement, à la fois dans le second degré avec des élèves particulièrement en grande difficulté au collège et au lycée, ainsi que dans la formation initiale et continue des enseignants à l'IUFM de Saint-Denis, Jasmine Dijoux ouvre so, champ de réflexion à une recherche spécifique en lecture-compréhension du français à la Réunion. Inscrit dans le cadre de l'Observatoire de l'Illettrisme, ce projet a pour objectif de définir une démarche structurante de lecture-écriture, dans la prévention mais aussi dans la lutte contre le constat d'échec dans l'apprentissage du français en contexte créolophone (ou plurilingue?). De même, la maîtrise de l'oral pour accéder à l'écrit reste une priorité, il s'agit de repérer et d'identifier les obstacles. Enfin, se demander comment apprivoiser où ré-apprivoiser son propre écrit pour aborder l'écrit des autres pose le problème de la lecture et de la compréhension. Le résultat de cette étude conduira à la conception d'un matériel pédagogique mettant au point des méthodes d'enseignement du français et par là même des autres disciplines où s'utilise le français, langue de l'enseignement et de l'écrit.

2] FORMATION CONTINUE ET FORMATION INITIALE

L'idée que les enseignants chercheurs de notre université devaient proposer une offre de formation dans le champ de l'illettrisme correspond à une demande forte du Président Rochdi. Plusieurs partenaires ont accompagné cette construction à laquelle ont travaillé les chercheurs d'Obsillett. Fabrice Lemaire, Vice-Président du CEVU au sein de notre établissement, nous a mis en contact à partir d'octobre 2009, avec Monsieur Johnny Dijoux, directeur du CIRILLE- OREF à l'antenne réunionnaise de L'ANLCI. Des séances de travail ont rassemblé deux intervenants professionnels, formateurs de formateurs et docteurs en Sciences de l'Education qui ont rejoint notre séminaire.

Le dialogue s'est établi entre linguistique de terrain (Adriana Folgoat), sociologie et cognition, connaissance des entreprises et des réseaux, l'analyse les projets, l'apport des arts plastiques, arts visuels (Didier Soret), de la géométrie (Hélène Le Roux) et usage des NTIC, numération Emmanuel Bénard) dans l'observation réfléchie de l'écriture alphabétique (G. Staudacher-Valliamee) et de la lecture lorsque la maîtrise du français langue seconde pose problème aux apprenants (Jasmine Dijoux).

Les retombées de cette recherche pluridisciplinaire se retrouvent dans deux offres universitaires : en formation continue, un Diplôme universitaire *Lir, écrire et calculer en milieu créolophone* a été présenté par nos soins au Conseil de Faculté de l'UFER Lettres, puis au CEVU et au CA par le SUFP en septembre 2010. Son organisation théorique, pédagogique et pratique se donne à lire dans la maquette d'enseignement placée en annexe. Les cours d'un volume horaire de 150 heures annuel ont commencé le 1 mars 2011 devant une trentaine de stagiaires.

Pour la formation initiale, une Unité d'enseignement Libre transversale a été proposée au premier semestre de l'année 2010-2011, sous le titre I*llettrisme, langues et langages*. Le volume de 30 heures se répartissaient de manière égale sur les deux éléments : Langues et langages en prévention de l'illettrisme. Connaissances des concepts mathématiques fondamentaux pour la prévention de l'illettrisme, point de vue didactique). L'objectif assigné, en français comme en mathématiques, avait trait à l'étude de productions d'élèves en très grandes difficultés scolaires pour le français LV2 tandis que les concepts mathématiques élémentaires (nombres et calculs, géométrie, grandeur et mesure) étaient placés dans un regard didactique . Le début des cours assez tard dans le semestre (fin octobre 2010), l'absence de communication ainsi que l'orientation bien théorique retenue peuvent expliquer l'effectif minimal des étudiants (10) qui ont validé cet enseignement. Leur spécialité (UFER ST et FLSH, IUFM) ainsi que leur filière d'origine (Master2 spé enseignement, PE retraité, L3 Anglais) indiquent déjà le travail supplémentaire qui serait nécessaire pour sensibiliser les étudiants de manière plus forte.

Au vu des recherches entreprises par les enseignants de notre établissement, une offre de formation à destination des étudiants préparant les concours du second degré est envisageable Il pourrait s'agir de quelques grosses unités d'enseignement transversales proposées dès la L1 et la L2 : les Départements de Techniques d'expression, de Langues et Cultures Régionales créoles, de Mathématiques, d'Histoire, de Sciences de l'Education et de la Psychologie n'auraient aucun mal à en fixer les contenus.

Notons enfin qu'en partenariat avec le Rectorat, plusieurs membres d'Obsillett (mais surtout Jasmine Dijoux) assurent depuis novembre 2010 des modules d'initiation aux problèmes de l'illettrisme dans le cadre de la formation des certifiés stagiaires de l'Académie de la Réunion.

3] VALORISATION

En novembre 2009, notre participation au *Forum des pratiques de centres de lecture et d'écriture du* Carif-Oref[13] a tenté de circonscrire quelques facteurs déterminants dans l'apprentissage de la lecture et de l'écriture en milieu créolophone réunionnais : le primat de l'oral, l'importance des habitudes articulatoires (phonologie) et accentuelles

13- Notre communication traitait de La question des langues et l'Illettrisme : recherche et applications à l'Université de la Réunion. Nous y avions également représenté le Président de notre université.

(prosodie de la phrase). Notre travail auprès d'adultes confirme l'importance de l'âge, rappelle l'urgence et la rentabilité d'une politique de prévention auprès des enfants et des parents. Nos adultes en échec nous font prendre conscience que les enfants apprennent plus vite, tant par leur dextérité, leur plus grande aptitude au ludique et à la concentration, s'il est vrai qu'ils ignorent encore la douleur et la honte subies par les échecs du monde adulte. L'expérience de Pierrefonds avait justement donné la parole à ces voix qui échappent aux mailles du filet d'action sociale.

Lors des Assises Académiques de l'illettrisme qui se sont déroulées à l'occasion des États généraux de l'Illettrisme (EGILL novembre 2010), Obsillett a été présenté à l'Académie de La Réunion en tant que projet collectif. Les partenaires ont été identifiés à la fois dans leur spécificité disciplinaire et à travers leurs objectifs théoriques, pratiques et transversaux. Cet échange s'est avéré positif tant par la présence forte de nombreux collègues enseignants chercheurs au sein des ateliers et tables rondes que par les avancées sensibles dans la réalisation des actions entreprises à l'université pour la valorisation des travaux en matière de recherche et de formation.

Elles sont dictées par plusieurs facteurs internes et externes à l'Obsillett. Notre groupe de recherche s'est élargi à un deuxième cercle d'enseignants chercheurs qui ont à la fois consolidé et élargi le cercle premier avec des propositions de recherche innovante.

Nous avons reçu des programmes pour l'économie/ économétrie (Pr. Nicolas Moreau avec le CEMOI de l'UFER Droit), la sociologiie de l'education (Thierry Malbert/ ORACLE) anthropologie des publics migrants et fragilisés (Andoche Jacqueline/CRLHOI, la psychologie des situations douloureuses d'apprentissage (Mickael Vauthier) et la place de la littérature dans la prévention de l'illettrisme (Félix Marimoutou.Prag). Ces propositions sont actées dans les deux fiches que l'Université de La Réunion s'est engagé à mettre en œuvre dans le cadre du Plan. Ces opérations sont en cours et nécessitent un partenariat se déclinant sous forme de suivi administratif et financier géré dans le cadre de conventions avec les signataires du PLAN.

La signature d'une convention pour la réalisation des projets sur l'Illettrisme trouvera sa place dans l'accord-cadre que notre établissement se prépare à signer avec le CARIF-OREF Réunion. Plusieurs étudiants d'Osbillett travaillent sur le fonds documentaire de la bibliothèque du CARIF-OREF. Johnny Dijoux et moi-même avons entrepris l'inventaire des méthodes d'apprentissage actuelles ou plus anciennes.

Un pas de plus se fera en septembre/octobre 2011, Obsillett prenant l'initiative d'un colloque national sur les *Problèmes et méthodes de l'outillage : questions d'illettrisme*. Cette manifestation scientifique bénéficie du concours de nos partenaires régionaux et nationaux. Elle apportera les éclairages théoriques et sans doute des nouvelles pratiques indispensables aux chercheurs, formateurs et professionnels déjà bien engagés sur le terrain de la prévention et de la lutte contre l'illettrisme.

Conclusions partielles

À ce jour, Obsillett a fait le choix d'une collecte de données qualitatives et non encore quantitatives parce que ces dernières sont disponibles depuis quelques années pour la Réunion où toutes les collectivités sont sérieusement mobilisées sur la question de la prévention. Si l'Observatoire désigne - entre autres - cet espace de veille et de mesure des données relatives à la maîtrise de l'illettrisme, alors l'université de La Réunion pourrait mobiliser, au sein d'une structure à caractère qualitatif, tous ses champs de compétences en développant des offres de formation, des outils et méthodes pédagogiques au service des formateurs auprès d'adultes.

La tenue obligatoire d'un tableau de bord interne et l'auto-évaluation à laquelle nous devons nous livrer soulignent déjà les contraintes non résolues qui s'exercent sur notre activité : la recherche et la formation se déploient moyens constants et en dehors de toute structure juridico-administrative propre.

La recherche menée à Obsillett pour l'observation du lien entre *langage, langues et mathématiques* a acquis *a fortiori* un caractère pionnier et inédit : elle ne se limite pas au seul domaine de *l'inumérisme*, néologisme employé en janvier 2011 par le Ministre de l'Education Nationale. De même, la question de *l'éducation populaire* et ses corollaires, travail social et accompagnement social s'avèrent complexes parce qu'ils se situent au carrefour de plusieurs disciplines des Sciences Humaines dont notre travail a pu identifier l'interaction et l'interdépendance.

Bibliographie

• CHAUDENSON R., 2007 (dir), *Français et créoles : du partenariat à des didactiques adaptées,* Paris : L'Harmattan.

• EVE, Prosper, 1990, *Histoire abrégée de l'enseignement à la Réunion*, Saint-Denis de La Réunion, Publication du CCEE.

• FolgoaT, Adriana, *Étude linguistique de la spatialité en créole réunionnais : Recherche et applications dans la prévention et la lutte contre l'illettrisme*, communication au séminaire de l'IREM du 10 février 2010, à paraître.

• FOLGOAT, Adriana, *Etude linguistique de la spatialité dans des corpus chantés en créole réunionnais : Maxime Laope, Loulou Pitou, Henri Madoré (1922-2005)*, Mémoire de Master 2 sous la direction du Pr. Gillette Staudacher-Valliamee, Soutenance le 17 septembre 2010 à l'Université de La Réunion. Membres du Jury : Gillette Staudacher-Valliamée, Professeur en Linguistique créole (Directrice). Dominique Tournès, Professeur en Mathématiques, Directeur de l'IREM Réunion. Daniel Véronique, Professeur en Didactique du français LVE, Université de Provence.

GOVINDIN, SULLY, 2006, « Lir Barldon, Shant Vanavarson » : caractéristiques et traitement d'un corpus complexe dans la tradition orale réunionnaise, dans Staudacher-Valliamee G., (éd), 2006a « Méthodes et problèmes de la collecte des données : tradition orale créole ». *Travaux et Documents*, N° 7. Juin 2006. Revue de la Faculté des Lettres. Université de La Réunion, pp.59-76.

I.N.S.E.E., Publication N° 34, Janvier 2010.

LAURET, Francky, Ecriture théâtrale contemporaine et tradition orael creole dans *Le grenier de Pays de Bourbon* de Claire Bosse (1951) Garson de Pierre-Louis Rivière (1987) et *I shap pa* de Eric isana (2007)

Mémoire de Master 2 soutenu à l'Université de La Réunion.le 20 septembre 2010 devant un Jury composé du Pr. Gillette Staudacher-Valliamee (directrice) et Michel WATIN, Professeur en Sciences de L'Information et de la Communication.

Le Roux, Hélène *Mathématiques et illettrisme*, Communication au séminaire de l'IREM du 10 février 2010, à paraître

Lucas, Raoul, 1997, *Bourbon à l'école* 1815-1945, Saint-Denis de La Réunion, Océan éditions, 375 p.

Staudacher-Valliamee G.,1992, *Phonologie du créole réunionnais: unité et diversité*, Paris, Peeters, Selaf 335, 190 p.

Staudacher-Valliamee, G., 1997, *Linguistique et didactique des langues en contact à La Réunion.* Conférence pour la Formation des maîtres-stagiaires à La Réunion, mars-avril 1997, I.U.F.M., Saint-Denis de La Réunion. Cycle de douze heures.

Staudacher-Valliamee, G., 1998a, Séminaire de linguistique pour la formation des maîtres des Maisons Familiales Rurales de l'Ouest : *Grammaire créole et grammaire française. Apprentissage en milieu créolophone rural* . L'Ile Maurice, 13--20 février 1998, Mission prise en charge par les Maisons Familiales Rurales de La Réunion.

Staudacher-Valliamee., 2000b, *Catéchisme créole et Mission des Noirs à Bourbon: étude linguistique et sociohistorique des manuscrits de Frédéric Levavasseur* (1842-1849), Paris, Peeters/Seelaf 390, 202 p.

Staudacher-Valliamee, G., 2002, *Linguistique générale et grammaire : contribution à la didactique du créole réunionnais.* Conférence pour la Formation des Conseillers pédagogiques à La Réunion, 12 mars 2002, I.U.F.M., Saint-Denis de La Réunion.

Staudacher-Valliamee 2004 a, *Grammaire du créole réunionnais,* ISBN 2847841148, Paris, Sedes, B.U.F.180 p.

Staudacher-Valliamee, (éd), 2007, *Écriture et construction des langues dans le sud-ouest de l'océan Indien,* Actes du colloque international et pluridisciplinaire de l'Université de La Réunion, 5-6 octobre 2005, Paris, L'Harmattan. L'Université de la Réunion.

Staudacher-Valliamee G, 2005, *La question de la langue à la Réunion.* Cours pour la formation des étudiants assistants sociaux en deuxième étape de l'Institut Régional du Travail Social de la Réunion, Saint-Benoit, 25 novembre 2005. Durée 6 heures.

Staudacher-Valliamee G, 2007c, Grammaire créole et construction des langues dans l'Océan Indien à partir d'Etienne de Flacourt (1658) et de P.A. Caulier (1764-1772) dans Staudacher-Valliamee G, (éd), 2007, *Écriture et construction des langues dans le sud-ouest de l'océan Indien*, Actes du colloque international et pluridisciplinaire de l'Université de La Réunion, 5-6 octobre 2005, Paris, L'Harmattan. L'Université de la Réunion.

SORET, Didier, *Arts plastiques et histoire de l'art à La Réunion (1947-2001)* " thèse de doctorat en Histoire Contemporaine et Sciences de l'Art. Soutenue le 27 octobre 2009 à Faculté des Lettres et des Sciences Humaines. Mention Très Bien, Avec Félicitations du jury à l'unanimité. Yvan COMBEAU, directeur, Professeur en Histoire contemporaine, Université de La Réunion, Staudacher-Valliamée, G , co-directrice, Professeur en Linguistique créole, LCF UMR 8143.

Pr. Staudacher-Valliamee Gillette
LCF.UMR 8143 CNRS. UFER Lettres
Vice Doyen à la Pédagogie à la FLSH.
Chargée de projet Illettrisme à l'Université de La Réunion

L'ACTUALITÉ DES COMPOSANTES

LE SERVICE DE LA **VIE UNIVERSITAIRE**

Le Service de la Vie Universitaire a été créé pour remplir deux missions principales :
- **Coordonner l'action des services et associations intervenant dans la Vie Universitaire.**
- **Développer des activités et des services à destination des étudiants et du personnel de l'Université.**

1] DYNAMISER LA VIE SUR LE CAMPUS

Dans sa mission de coordination, le Service de La Vie Universitaire est en charge de réunir les différents services et associations pour une meilleure visibilité des évènements se déroulant sur le campus du Moufia.

Depuis 2010, il est chargé de l'organisation de « La Semaine de l'Etudiant » en collaboration avec le Service Universitaire des Activités Physiques et Sportives, le Service Art & Culture et le Service de Médecine Préventive.

En 2010, la nouveauté résidait dans la création d'un village associatif qui a pu vivre grâce au concours des associations domiciliées à l'Université mais aussi des associations extérieures qui ont souhaité participer afin de faire découvrir aux étudiants de nouvelles activités comme les échecs, les dames, le jeu de gô ou le jeu de rôle.

D'autres évènements ont été mis en place grâce au concours du Service de la Vie Universitaire, comme « La Semaine de l'Europe » ou « La Journée Créole ».

Le Service de la Vie Universitaire a également mis en place de nouvelles UEL comme l'UEL « Culture Générale : projections documentaires » qui consiste à diffuser des documentaires aux étudiants suivis de conférence débat avec des spécialistes des thèmes traités. Les thèmes varient d'une semaine à l'autre.

Semaine de l'étudiant 2010 : "Scène ouverte"

Semaine de l'étudiant 2010 : "Village associatif échecs"

2] LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS POUR LE PERSONNEL DE L'UNIVERSITÉ

Le Service de la Vie Universitaire a également pour mission de développer des activités et des services pour le personnel de l'Université.

Randonnées, séances de sport, séances bien être...

Ainsi, au premier semestre de l'année 2010-2011, ont été organisées, avec le concours de la médecine préventive et du SUAPS, des séances bien être alliant sport et relaxation.

En 2009, a été organisée une sortie en bus sur la route des Tamarins, afin que le personnel de l'Université puisse découvrir cette route avant son ouverture. Ainsi que des week-ends randonnées.

La mission du Service de la Vie Universitaire est de développer ces activités en faveur du personnel.

En 2011 de nouveaux services vont voir le jour, comme la livraison de paniersfaîcheurs, l'organisation d'un voyage en Chine, des week ends randonnées...

Séances bien-être : "Atelier de nutrition à la médecine préventive"

3] LE FOND DE SOLIDARITÉ DES INITIATIVES ETUDIANTES

Le FSDIE est une subvention pour les associations étudiantes. Il permet de demander des financements pour la réalisation de vos projets en lien avec la vie étudiante.
Peuvent émarger au FSDIE les actions suivantes :
- Culturelles : cinéma, théâtre, musique, conférences, danses, atelier image, achat d'instruments de musique...
- Sportives : achat d'équipements sportifs, participation à l'organisation de compétitions ou d'animations...
- Santé : formations diverses en relation avec la Médecine Préventive, évènements, journée nationale de la santé, manifestations organisées par la Médecine préventive...
- Peuvent également émarger au FSDIE les actions liées à "l'engagement des étudiants" : actions humanitaires, aides aux élus étudiants, développement durable, environnement...

Le SVU est chargé d'aider les étudiants dans le montage de leurs projets, de les soutenir dans la réalisation et d'instruire les dossiers présentés à la commission.

Une UEL Engagement étudiant sur la connaissance de l'Université et la méthodologie pour la réalisation d'un projet a également été mise en place pour compléter cette mission.

4] L'EMBELLISSEMENT DES ESPACES VERTS

Le SVU a financé la politique d'amélioration des espaces verts. Un gros chantier a été entamé sur les Campus de l'Université. Il a débuté par des plantations au PTU, la mise en place d'un kiosque en face de l'UFR Droit et Economie, la rénovation du patio de la faculté des lettres et sciences humaines, et, continu à l'heure actuelle, par de nombreuses plantations sur l'ensemble du Campus du Moufia.

Bois de Corail, avec le soutien du FSDIE a également contribué à l'embellissement de ces espaces avec la plantation d'une nouvelle palmeraie sur le campus du Moufia. Ainsi que l'UNEF avec l'installation de plusieurs tables de pique nique.

5] LA CARTE MULTISERVICE

Le SVU travaille actuellement sur l'étude d'une carte Multiservice qui regrouperait les services de l'Université et ceux du CROUS. Cette carte, dans le monde de l'Enseignement Supérieur, est d'abord une carte d'identification (selon les cas, carte d'étudiant ou carte de personnel), susceptible de permettre l'accès physique à des endroits réservés (parkings, laboratoires, salles équipées, résidences...), l'emprunt à la bibliothèque, l'accès aux photocopieuses, la restauration, le vote électronique. Elle peut être enrichie de fonctionnalités telles que les transports (urbain ou transurbain), laveries automatiques (pour les étudiants en résidence), infrastructures culturelles, municipales ...

6] L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AU CAMPUS

Le SVU a travaillé avec la CINOR pour la mise en place d'une navette entre le campus du Moufia et le PTU.
Dans le courant du mois de février, les étudiants auront accès à une plateforme de mise en relation pour du covoiturage via l'ENT étudiant.

Contact Service de La Vie Universitaire
Marie Libaud
Espace EVE
15 avenue René Cassin
BP 7151 - 97715 Saint-Denis - MessagCedex 9
Tel : 0262 93 87 34 / 0692 08 14 24 • Fax : 0262 93 87 33
Courriel : vieuniversitaire@univreunion.fr

L'ACTUALITÉ DES COMPOSANTES

PROFIL
[se projeter] OFIP
UNIVERSITÉ DE
LA RÉUNION
S'ouvrir aux mondes